Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:02 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 46 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***1 - 8 décembre 2021***

L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE MOÏSE : LE COMPLOT SE CORSE

Qui n'est pas impliqué dans ce crime ?

Les demandeurs de justice pour le président de facto défunt ne devraient-ils pas consulter les Oracles ?

Par Léo Joseph

Claude Joseph, joveneliste acharné, qui se donnait la responsabilité de mener la lutte, en vue de trouver justice pour le président de facto défunt, éjecté du pouvoir, les demandeurs de justice semblent perdre un allié sûr. Mais consécutivement au replâtrage du Cabinet ministériel, une nouvelle tendance se dégage, suscitant encore plus d'incertitude, par rapport à l'enquête, que la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ) donnait l'impression de mener tambour battant, alors qu'en réalité elle piétinait délibérément. Au point de poser la question de savoir qui, au sein de la famille PHTK-jovenelisme est au-dessus de tout soupçon dans ce crime.

En effet, les dernières révélations faites autour de l'assassinat, survenu le 7 juillet, de cette année, en la résidence du couple

Le juge instructeur Garry Orélien

présidentiel, à Pèlerin, dans les hauteurs de Pétion-Ville, ne font que brouiller davantage les pistes. À ce rythme, il semble opportun de se demander si les personnes accusées d'avoir contribué à la réalisation de ce meurtre crapuleux ont réellement la responsabilité que les enquêteurs veulent leur attribuer. En tout cas, des secrets, supputations, appréciations, hypothèses émis, ces derniers jours, ont eu l'effet d'une pavée dans une mare aux grenouilles.

Pour commencer, Pierre Espérance, directeur exécutif du Réseau national de défense des Haïtiens (RNDDH), a fait des révélations spectaculaires sur juge le d'instruction, le doyen du Tribunal de première instance de Port-au-Prince (TPIP), le Premier ministre de fait, Ariel Henry, ainsi que sur la veuve du président de facto défunt, Jovenel Moïse.

Dans le cadre d'une interview à Radio Kiskeya, M. Espérance a fait savoir que le juge ins-

Claude Joseph, sans pouvoir, une cible potentielle.

tructeur Garry Orélien, qui devait auditionner le Dr Henry et l'ex-directeur général de la Police nationale, Léon Charles, entre les 3 et 10 novembre, a renoncé à cette décision à la cloche de bois, suite à une rencontre secrète avec le Premier ministre de facto. Ce qui porte à se demander dans quelles conditions le juge instructeur a décidé de faire marche arrière, par rapport aux questions qu'ils devaient poser à ces deux hauts fonctionnaires, relatives à l'assassinat de M. Moïse. Faut-il donc poser l'hypothèse selon laquelle une « *récompense* » aurait été offerte au magistrat ?

Dans de tels cas, le directeur exécutif du RNDDH conclut que : « *Tout porte à croire qu'au niveau du PHTK et du clan Martelly, des mises en place ont été faites afin d'empêcher l'aboutissement de l'enquête* ». Selon lui, « *Ces gens, qui auraient quelque chose à se reprocher dans l'as-*

Suite en page 2

LA CARENCE D'ESSENCE TOUJOURS OBSERVÉE DANS LES POMPES

Les autorités ne rassurent pas les consommateurs

Par Léo Joseph

Au moment où le spectre d'une augmentation du prix des carburants, à la pompe, danse danse dans l'air, l'inquiétude des automobilistes, quand à la distribution normale de ces produits, ne s'est toujours pas soulagée. La majorité des stations-services ne sont pas approvisionnées, les consommateurs ne font plus confiance aux messages des autorités visant à rassurer tout le monde, ceux-ci n'ayant pas produit l'effet escompté.

Bien que les gangs armés bloquant l'accès aux sites d'approvisionnement observent, jusqu'ici, une sorte de moratorium, laissant généralement passer les camions citernes, qui traversent les zones qu'ils contrôlent, personne ne sait où se trouve la vérité. L'avis de l'Association nationale des distri-

P. ministre de facto Ariel Henry compte utiliser la carte de l'augmentation du prix de l'essence.

buteurs des produits pétroliers (ANADIPP) plonge le pays davantage dans l'incertitude, voire la confusion totale.

De toute évidence, les autorités du pays, notamment les ministères du Commerce, de la Justice et de l'Intérieur, qui avaient invité les consommateurs au calme, indiquant que les produits pétroliers seront disponibles, dans les pompes, et que l'arrivée d'une cargaison de produits pétroliers, dont le bateau transporteur assure le déchargement, au Terminal Varreux, devrait contribuer à une distribution ordonnée et rassurante de carburant.

En effet, relayant les préoccu-

Suite en page 15

HAPPENINGS!

Cabinet shuffle by Haitian Prime Minister amidst kidnappings and an uncertain future

Prime Minister de facto is OK with shady characters in his Government.

Minister of Interior Lizst Quittel accused of being part of a kidnapping network.

By Raymond Alcide Joseph

What are we to expect from the cabinet shuffle last Wednesday, November 24, by de facto Prime Minister Ariel Henry, little over two months before February 7, 2022, when the extra year of illegal mandate Jovenel Moïse gave himself comes to an end? Is Mr.

Continued on page 7

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:02 AM Page 2

L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE MOÏSE : LE COMPLOT SE CORSE

Qui n'est pas impliqué dans ce crime ?

Les demandeurs de justice pour le président de facto défunt ne devraient-ils pas consulter les Oracles ?

Suite en page 1

ssassinat du président Moïse ne voudraient pas que l'investigation remonte jusqu'à eux pour fixer leurs responsabilités ».

Cité par l'organe de presse en ligne *rhinews.com,* M. Espérance d'ajouter : « *(...) le cadavre de Jovenel Moïse étant devenu trop encombrant pour ses assassins, les PHTKistes voudraient s'en débarrasser par tous les moyens, et la meilleure façon d'y parvenir c'est d'entraver la poursuite de l'enquête* ».

Ce comportement du juge Orélien, de l'avis de Pierre Espérance, montre qu'il n'est pas indépendant. Aussi suggère-t-il qu'il se déporte du dossier. Il n'y va pas avec le dos de la cuillère pour demander au doyen du TPIP, Bernard Sainvil, d'afficher une attitude sérieuse et de « *responsabilité* » par rapport à la distribution des dossiers aux magistrats choisis pour en faire l'instruction.

Dans la même émission, le directeur exécutif du RNDDH déclare que, après avoir déposé une plainte contre le Premier ministre de facto Ariel Henry, Martine Moïse s'est entretenu avec lui pendant plusieurs heures. Selon lui, la conversation a mal tourné. Mais il a jugé nécessaire de garder secrète la teneur de sa longue conversation avec Mme Moïse.

Rat kay k ap manje pay kay ?

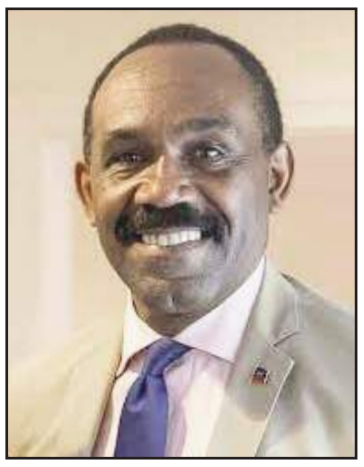
Depuis l'assassinat de Jovenel Moïse, ses farouches partisans et les membres de sa famille, notamment sa veuve Martine Joseph et son fils aîné Jovelein Moïse (qui n'est pas le fils de celle-ci, car issu d'une union du défunt avec sa sœur), ne cessent d'accuser des personnalités d'implication dans le crime. À titre d'exemple, des commanditaires ou recruteurs des assassins. Mais, chose bizarre ! depuis que Claude Joseph est éjecté du Cabinet ministériel par le Premier ministre de facto Ariel Henry, les accusations se dirigent sur les grands barons du PHTK. Au point qu'on puisse dire : « *Rat kay k ap manje pay kay* ».

Après que plus d'une quarantaine de personnes eurent été arrêtées, en relation avec ce crime, dont deux sont encore en cavale, c'est le numéro un du PHTK, en l'occurrence, Joseph Michel Martelly lui-même, désigné comme étant le « *parrain* » du défunt, qui est ajouté au nombre des complices dans ce crime.

De Washington, c'est le conseiller principal de Jovenel Moïse, après avoir précédemment servi fidèlement Martelly, qui en a fait une passe courte à celui-là, qui monte au créneau contre le bandit légal.

Dans des déclarations émises, lors d'une émission, à Radio Kiskeya, à Port-au-Prince, Stanley Lucas, partisan indomptable du président de facto défunt, après l'avoir été pour Martelly, a affirmé que ce dernier a été assassiné par « *une coalition d'assassins au pouvoir actuellement* », dont fait partie son ancien « *ami*», l'ex-président musicien (du compas).

Michel Martelly, accusé dans l'assassinat de Jovenel Moïse par Stanley Lucas.



Stanley Lucas

M. Lucas rejoint le programme politique d'Ariel Henry, dans le cadre de ses révélations, quand il prétend que ce groupe a réalisé ce forfait sur M. Moïse, avec l'idée d'empêcher l'organisation des élections. Un objectif que ne cesse de réitérer le Premier ministre de facto.

Selon Stanley Lucas, cette coalition de malfaiteurs se compose de personnes issues de nombreux secteurs, notamment « *de la classe politique, de l'appareil judiciaire, de l'oligarchie,* qu'il dit *" corrompue " de la chaîne sécuritaire* ». Dans son intervention à Radio Kiskeya, aujourd'hui (mardi 30 novembre) cet Américain d'origine haïtienne, qui se fait passer pour un spécialiste en relations publiques, se déclare profondément « *troublé par le comportement de Martelly* », qui, ex-président *Tèt Kale* et aussi chef de PHTK, s'abstient de s'engager dans la lutte pour que « *justice soit rendue* » au président assassiné. Il a déclaré, au passage, que la sécurité de ce dernier était assurée « *par des hommes fidèles à l'ancien président Tèt Kale* ». Une façon indirecte de dire que si Martels n'a pas pressé sur la gâchette, il en a donné l'ordre.

Aussi, argue Lucas, «*Martelly est toujours devant la scène. Pourquoi ne fait-il rien dans le cadre de l'affaires Moïse* ». Et il enchaîne : « *Si Michel Martels ne faisait pas partie de la coalition d'assassins actuellement au pouvoir, et s'il n'avait rien à se reprocher dans l'assassinat de Jovenel Moïse, il prendrait position fermement et s'impliquerait dans les efforts entrepris pour obtenir justice en sa faveur* ».

Stanley Lucas soutient que l'arrestation du Colombien Mario Palacios Palacios, à Kingston, Jamaïque, et de Samir Handal, à Istanbul, en Turquie, a déclenché un vent de panique, dans le monde des comploteurs ayant orchestré l'assassinat de Moïse. Voilà pourquoi, fait-il croire : *« (...) ils montent une coalition et opèrent un coup de force pour entraver l'enquête sur le meurtre de Moïse* ».

À la même occasion, Stanley Lucas se déclare « *sidéré* » de voir Martelly adopter une attitude « *timide* », dans une vidéo sur les réseaux sociaux, se présentant la tête baissée faisant des excuses à Jovenel Moïse. « *Quelle est cette plaisanterie !* », s'est-il écrié. Car l'homme qu'il dit connaître « *n'est pas timide* ». Aussi croit-il que Martelly est impliqué dans l'assassinat de « *Nèg Bannann nan* ».

Stanley Lucas a défendu, tour à tour, les intérêts politiques de Martelly et de Moïse, depuis 2010, et percevait ses salaires, qui lui étaient versés, durant un certain temps, à partir des recettes du Consulat d'Haïti à New York, sans jamais mettre les pieds en Haïti. Il est resté éloigné de son pays natal, qu'il avait laissé, peu avant la chute d'Aristide, en 2003, Envoyé en Haïti, sous la bannière de l'Institut républicain international (International Republican Institute), pour mener des actions politiques ponctuelles visant à couper l'herbe sous les pieds du prêtre défroqué, il dut quitter le pays en catastrophe, car il était pris pour cible par les hordes lavalassiennes, qui cherchaient à lui infliger « *sa l merite*».

Claude Joseph va-t-il continuer la campagne « justice à Moïse » hors pouvoir ?

La campagne lancée par les demandeurs de justice pour Jovenel Moïse, dont Claude Joseph était l'activiste privilégié, au niveau du ministère des Affaires étrangère, aura-t-elle vécu avec lui en panne de chef ? Quand Stanley Lucas se croit autorisé à allonger la liste des accusés de ce crime, en y ajoutant Michel Martelly, qui peut prévoir quelle autre figure de proue du PHTK sera dénoncée ? Il semble que, vu l'allure que prend l'enquête pilotée par la DCPJ, n'importe qui soit susceptible de se voir jeter la pierre. Dans ce cas, on ne devrait pas s'étonner que le nom de Claude Joseph soit de nouveau lancé dans le débat. Surtout que, tout au début de l'enquête, il était fortement bruit qu'il fît partie prenante de cette aventure criminelle.

Pierre Espérance

D'aucuns font croire que le nom de M. Joseph a été rayé de la liste des personnes à inclure dans la conspiration, grâce à une stratégie menée sur What'sApp, dont il était lui-même l'auteur. On en veut pour exemple la campagne qu'il a menée contre le président dominicain et l'État voisin, des suites des problèmes dont il était devenu l'objet, et qui lui faisaient soupçonner sa mise à pied du Cabinet ministériel. En effet, il a mené une campagne tous azimuts, via ses partisans, pour se faire insinuer dans les yeux de tous qu'il était un « *nationaliste* » tenant tête aux ambitions hégémoniques de Luis Abinader, le président dominicain.

De toute évidence, hors du pouvoir, Claude Joseph est devenu extrêmement vulnérable. Si d'aventure ses tombeurs décident de déclencher une attaque politique contre lui, du genre dont il avait été l'objet, immédiatement après l'assassinat de son patron, le faisant passer pour un des comploteurs, « *en complicité avec les Américains*», pour se défaire d'un Jovenel Moïse dont les actes et décisions unilatéraux avaient fait de lui un « *colis encombrant* », il y a fort à parier que, privé des ressources de l'État, à sa disposition, au ministère, il sera, à coup sûr, projeté dans « *la fosse aux lions* ».

Cette idée est loin d'être farfelue. Car, nonobstant la propagande colportée par ses partisans faisant de lui un héros, voire un « *candidat au Prix Nobel* » (Koze kredi ! Pawòl mounn sòt !), il est susceptible d'être attaqué pour les torts diplomatiques qu'il a causés au pays en lançant une initiative antidominicaine de bas étage qui n'a eu aucune raison d'être.

D'autres lui en veulent d'avoir lancé l'État dans une aventure sans lendemain, à la faveur de l'arrestation de Samir Handal sous le faux prétexte de sa complicité dans l'assassinat de Jovenel Moïse. Pourtant, il a été révélé ultérieurement que l'ordre d'arrestation de celui-là a pris naissance d'une requête de Laurent Lamothe incitant son « *protégé* » à sévir ainsi contre M. Handal, qui avait des démêlés avec lui autour d'une maison à Bourdon qu'il possède et que l'ex-Premier ministre de Martelly voulait accaparer.

Au train où va l'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse, personne ne sait qui sera cité prochainement comme accusé. Avec la DCPJ empêtrée, ou bien l'orientant délibérément vers le néant, ceux qui demandent justice pour Jovenel Moïse gagneraient mieux à consulter les Oracles, ou à s'adresser à quelqu'un qui sait lire les feuilles de thé.

L.J.

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:02 AM Page 3

To resolve the Haitian crisis, the United States must stop playing backdoor politics

By Emmanuel Roy*

The United States has taken the position that the Haitian crisis should be resolved by Haitians, for Haitians. Who can disagree with that? The truth, however, is that the State Department has been playing favorite, and there is no clear Haiti policy on how to get the country back on the democratic path. While on one side of the mouth, the State Department is saying this crisis should be resolved by Haitians, behind closed doors, something totally different is being said. They are playing the parties against each other.

The way to address the problem of Haiti is to facilitate a coming together of all the parties to address the issue in a summit-like forum. Talking to one party and not to all is sending a message that the United States has a horse in the game that it favors.

Since 2015, Haiti has been experiencing a multifaceted and multidimensional crisis. Several proposals have been made over the past four years as a solution to the problem, but none have been successful. And that, for a variety of reasons. Beginning in July 2020, various personalities had called for holding a conference, led by local actors, toward reaching an agreement on the date for President Jovenel Moïse's departure and provisions that would allow the country to resume with democratic governance.

In that light, the Coalition of Civil Society Actors (CASC) held a forum, with participation of more than 50 organizations and groups from Port -au-Prince, the provinces and the diaspora, to discuss the crisis that was plaguing the country. At the end of the forum, the groups of committed members of civil society signed a National Memorandum of Understanding, in which they expressed their full support for the process of widening the outreach by getting more signers, in a strategy leading to a stronger and more inclusive political agreement.

At the beginning of March 2021, the commission was finalized under the name of Commission for the Search of a Haitian Solution to the Crisis" (CRSHC). It produced the August 30 civil society accord known as the **Montana Accord.** During the process, the "Initiative Group of Protestants of Haiti and the Diaspora for the Resolution of the Crisis" known as GIPHADREC. joined CRSHC. After "two joint working sessions on the crisis," held Wednesday July 14 and Thursday July 15, the parties signed a joint Communiqué on Friday, July 16, 2021.

In the meantime, several other groups have come forward, each with its own proposals. Now the country finds itself with a multiplicity of agreements and proposals.

First, is the Agreement of July 9, 2021, known as the **"National Agreement Protocol" (PEN),** signed by a range of political parties including *PHTK, DIRPOD, Fusion, AAA, RDNP, En Avant, INITE, FNCD, Vérité, Veye yo, etc.*

Second, is the August 30, 2021 Accord (**Montana),** widely supported by members of civil society, some political parties, and several organizations from the Haitian diaspora.

Third, is the September 11, 2021 Accord, known as the "**Prime Minister's Accord**" or "*Ariel Henry Accord,*" supported by political parties of various stripes, including some that had signed the National Memorandum of Understanding.

Fourth, is the Agreement signed on the Champs-de-Mars in early October 2021 by a group of young people who initiated a movement called **"Popular Youth and Diaspora Initiative."** According to its promoters, this agreement known as: **"Akò Lari a"** (The Street's Accord) is meant to be the real agreement which considers the demands of the underprivileged masses, the inhabitants of the ghettos, the motorcycle taxi drivers, drivers of public transport vehicles, police officers, students and members of the diaspora.

Given the various accords, the deal has turned into an "Accord epidemic" that has quickly spread, with other political groups showing willingness to produce their own accord. Thus, we find ourselves at a dead end.

Some political actors, as well as some members of the international community, are calling for the merging of the agreements. But the parties stick to their positions, each advocating that its agreement is the best, and believing that it can be imposed, without a realistic assessment of the difficulties of its implementation, not considering the balance of power.

The best way to resolve the political standoff is for the American government to stop playing backdoor politics, support a Unity Summit that would bring the various blocks of protagonists around the table to work on one agreement that would be acceptable to all parties. The biggest obstacle about this is the lack of a clear Haiti policy from the State Department and the Biden White House. All the political factions in Haiti are ready to sit down and negotiate in good faith, but the problem they have, as explained to me, is put in a question: If they reach a final consensus on the formation of a transitional government, would the State Department and the White House support it and assist in its implementation?

So, I contend that the U.S. State Department should stop playing backdoor politics and make it clear that they are not taking side. and allow the parties to negotiate in good faith. If any party were to believe that the State Department favors its accord over the others, it will not negotiate in good faith, thinking that the U.S. will eventually impose that party's solution.

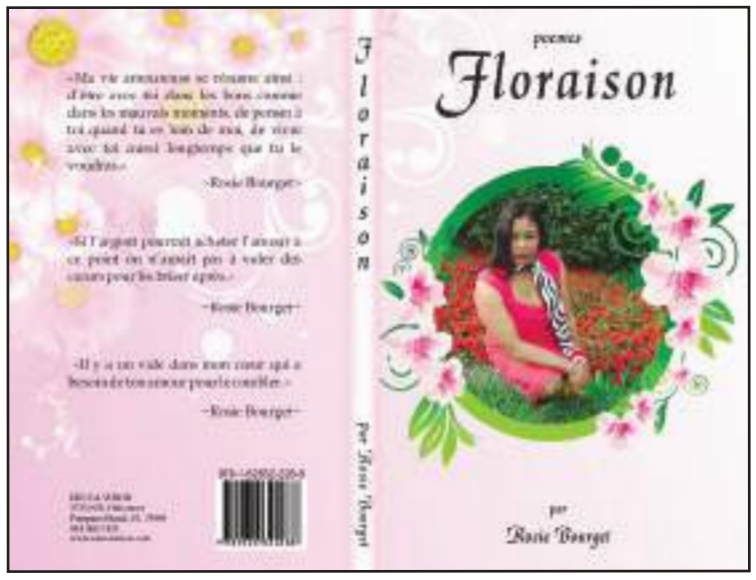
We can resolve the crisis by bringing all parties to a neutral location and have them negotiate a resolution in good faith, as long as the United States would support the implementation of the final resolution. Until that happens, we will continue on this merry-go-round, at least until February 7, 2022, when Jovenel Moise's extra constitutional term of office ends, leaving Ariel Henry no basis to argue he is the legitimate Prime Minister of Haiti.

At that point, if the Haitian people wouldn't have come with a resolution of their own, it is more likely that the international community, aka the United States, will impose a solution. The one that the bureaucrats at the State Department favor is a continuation of Ariel Henry as Prime Minister and the holding of sham elections to select a president who will not allow any investigation of the heist of the $4.2 billion PetroCaribe Fund, and which will keep quiet about the involvement of the Clintons in the Haiti Reconstruction Fund and the $13.5 billion donated to "Build Haiti Back Better" by 130 nations via the United Nations and the multiple Non-Governmental Organizations, after the 2010 earthquake.

***Emmanuel Roy**
Executive Director of HDPAC
At *manny@hdpac.org*

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca
Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:02 AM Page 4

NÉCROLOGIE

Au revoir à la sœur Fortune Hyppolite Jean-Pierre

Par Louis Carl Saint Jean

Le samedi 21 novembre 1998, s'éteignit à l'Hôpital Kings County, à Brooklyn, le frère Raoul Jean-Pierre, colporteur évangélique, ancien d'Église et directeur des Activités laïques de l'Église adventiste du septième jour Horeb, à Port-au-Prince. Le Dr Jose Lange Joseph, empruntant la voix du roi David, à la mort d'Abner, fils de Ner, introduisit, en ces termes, son homélie, à l'occasion des funérailles du défunt : « *Ne savez-vous pas qu'un chef, qu'un grand homme, est tombé aujourd'hui en Israël ?* » Il l'avait prononcée, l'on s'en souvient, en l'Église Horeb, sise à l'Avenue Kingston, à Brooklyn, le dimanche 29 novembre de la même année.

Aujourd'hui, je me sers de l'inspiration de l'éminent pasteur limbéen pour poser à peu près la même question, dans une circonstance étrangement similaire : « Ne savez-vous pas qu'une bonne et fidèle servante de l'Éternel est décédée aujourd'hui dans l'État du Massachussetts ? » En effet, la sœur Fortune Noëlzina Hyppolite Jean-Pierre, veuve de Raoul Jean-Pierre, s'est éteinte à son tour le 21 novembre 2021, soit 23 ans jour pour jour après la mort de son mari.

La triste nouvelle du décès de sœur Fortune est tombée comme un couperet. Certes, on craignait cette nouvelle, mais l'on ne s'y attendait vraiment

pas. Lorsque je l'ai apprise le même soir via un message WhatsApp de sa fille, mon excellente amie Ismaëlle Jean-Pierre, j'ai ressenti sur l'heure une profonde douleur. Je revois la regrettée dans mes souvenirs comme si c'était hier, omniprésente à l'Église Gethsémané où j'ai eu le privilège et le bonheur de servir pendant près de deux décennies.

Mais ma peine s'est vite atténuée, car au même moment, m'est revenue à la mémoire cette assurance du psalmiste : « Elle a du prix aux yeux de l'Éternel la mort de ceux qui l'aiment. » (Psaume 116 :15). La sœur Fortune que j'ai côtoyée pendant quatorze années était passionnée pour l'Eternel. Donc, sans doute, en ce 21 novembre 2021, « c'est fête au pays des anges », selon ce charmant petit refrain qui avait jadis bercé notre enfance. On le chantait surtout dans les classes enfantines des écoles dirigées par les Frères de l'Instruction Chrétienne.

Fortune Noëlzina Hyppolite a vu le jour à Pétion-Ville le 24 décembre 1937. Elle était la fille de Jérôme Hyppolite et d'Alcéda Alcindor, tous deux originaires de Petit-Goâve. Elle a fait ses études primaires et une partie des secondaires à l'école congréganiste de son patelin. Après avoir satisfait aux exigences scolaires de l'époque, elle s'inscrit à une école de haute couture et de mode. Vers la fin des années 1950, elle a acquis une bonne renom mée qui lui permettra d'habiller et de rendre encore plus coquettes et plus élégantes les jeunes filles et dames de toutes les couches de l'exigeante société port-au-princienne d'alors.

Parallèlement, en dépit de ses succès professionnels, elle pense à mieux empoigner la vie. À la fin des années 1950, elle succombe aux avances de Raoul Jean-Pierre, jeune comptable à la Banque Nationale de la République d'Haïti. À l'époque, rappelons-le, les deux collaboraient à la Société de Jeunesse de leur congrégation. Après quelques mois de fiançailles, ils convoleront en justes noces le 17 décembre 1960 dans une église baptiste pétionvilloise.

Installé à Port-au-Prince, le nouveau couple, en pleine lune de miel, contractera une nouvelle alliance. En effet, en janvier 1961, un mois après leur mariage, les deux tourtereaux, grâce au ministère des pasteurs Edner Pierre-Louis et Délile Apollon, se convertissent à l'adventisme. Ils adhèrent à l'Église adventiste Horeb, située à la route des Dalles. Depuis, ces citoyens du royaume du Christ s'y sont adonnés corps et âme au service de leur Dieu et de leurs prochains.

Notre sœur portait bien son prénom. En effet, très vite, elle s'est révélée une véritable fortune pour l'église de la Cité Lumière, fondée sur les brisées de la congrégation de Martissant qui a compté parmi ses pionniers l'ancien Apollon Luc, Elizabeth Paulette Corbier Luc, Dr Edner Corbier, Suze Vernet Farreau, etc. Elle y a milité surtout comme diaconnesse et présidente de la Société Dorcas.

Parallèlement, la jeune mariée remuera ciel et terre pour arrondir les fins de mois du ménage. À part la couture et la mode, elle exercera deux activités complémentaires. Elle travaillera d'abord comme assistante médicale – profession qu'elle a apprise sur le tas - à la clinique du Dr Paul Bonhomme. Ensuite, elle s'adonnera au commerce. Elle accomplira cet exploit tout en veillant de manière scrupuleuse sur la vie spirituelle de ses enfants. Rangeons-la alors sans peur dans la galerie de la femme vertueuse que la plume inspirée a peinte dans Proverbes 31.

Bientôt, notre diaconnesse découvrira de nouveaux horizons

FORTUNE JEAN-PIERRE

outre-mer. En juin 1988, M. et Mme Jean-Pierre, à la grande peine des « *Horébiens* », quittent Haïti et se fixent aux Etats-Unis, plus précisément à Brooklyn. La culture de leur nouvelle terre d'accueil n'attiédira nullement leur désir de gagner honnêtement leur vie ni celui de garder intacte leur foi.

Selon ses habitudes, sœur Fortune attaque la vie sur tous les fronts. Courageuse et infatigable, en un instant, elle « ceint de force ses reins » et accède au marché du travail. Aussi, pendant longtemps, trimera-t-elle dans les manufactures et ailleurs. L'été ou l'hiver, sous le soleil ou sous les giboulées, on la verra « sur ses deux Vitiello » sortant et revenant du boulot. C'est le propre de la vraie chrétienne et de la vaillante haïtienne qui sait qu'elle doit « gagner son pain à la sueur de son front ».

Le train-train de la vie quotidienne et les dures tâches ménagères n'allaient pas éloigner cette militante évangélique de la vigne du Seigneur. Bien au contraire ! Laïque zélée, elle restera «bouillante pour le Seigneur ». À l'Église Gethsémané où elle s'affiliera, elle a humblement prêté ses services dans deux départements. Dès l'année 1990, elle sera nommée diaconnesse. Par la suite, elle sera vice-présidente de la Société Dorcas, apportant un soutien sans faille aux présidentes Marina Ladini, Priscille Benjamin, Tercia César, etc. Tâchons aussi de nous rappeler qu'elle a plus d'une fois respectueusement décliné l'honneur d'assumer la présidence de cette honorable Société.

Si, de loin, la sœur Fortune peut avoir un air un peu trop sérieux, elle était pourtant une personne agréable, équilibrée et blagueuse. Elle n'avait rien de ces serviteurs austères pour qui un simple rire constitue presque un péché, une entrave à la vie éternelle. Je prenais plaisir à converser et à faire des plaisanteries avec elle. Souvent, surtout le dimanche matin, je l'approchais pour jouir de ses petites causeries toujours saupoudrées d'humour et de couleur locale. Et lorsque, insatiable, je l'encourageais à prolonger la séance, d'un sourire toujours généreux, elle me lançait : « *Ay ! tigason, kite m fè travay Bondye m, tande !* »

Ce qui m'a toujours frappé en l'observant c'est le fait qu'elle faisait son travail pour son Dieu sans « granpanpan » ni « m'as-tu-vu ». Elle fait partie de ces rares croyants qui préfèrent s'effacer pour consacrer leur temps presque exclusivement à sa famille et à l'église. En sa compagnie, rien n'a jamais semblé perdre des couleurs. Bien au contraire, de manière désintéressée, elle faisait tout marcher comme sur des roulettes.

Malheureusement, ici-bas, tout n'est pas toujours rose. Le 30 décembre 2017, notre diaconesse a eu un léger accident vasculaire cérébral. Depuis lors, sa santé n'est pas si forte qu'elle le paraît. En septembre 2018, encouragée par ses enfants, elle va s'installer chez sa fille Edmonde à Leominster, dans le Massachusetts. C'était la dernière étape de son pèlerinage terrestre.

Vint, en effet, le jour fatidique. Le mardi 16 novembre dernier, cette mère en Israël a été transportée d'urgence à l'UMass Memorial Health Alliance Hospital, à Leominster. Cinq jours plus tard, plus précisément ce dimanche 21 en cours, aux environs de trois heures du matin, en présence de son fils David et de sa fille Abigail et dans les bras de son Seigneur, la sœur Fortune a rendu l'âme. Elle avait 83 ans.

Au bout du compte, nous pouvons affirmer que l'année 2021, sur cet aspect, s'est révélée impitoyable envers L'Église adventiste haïtienne sur la côte nord-est des États-Unis. Elle a pleuré la mort au moins d'une trentaine d'âmes. Notre bien-aimée nous a faussé compagnie, mais, Dieu merci, elle a laissé l'héritage d'une femme de foi et de droiture. Son sens du travail, son sens de la famille, son sens de l'amour fraternel et son dévouement à la cause divine serviront d'inspiration à tous ceux qui ont eu le bonheur de croiser son chemin. Aussi dure que soit cette épreuve, nous pouvons énoncer avec espérance le mot classique de Job : « L'Éternel a donné, et l'Éternel a ôté ; que le nom de l'Eternel soit béni !»

Dieu a permis à sa servante de passer 83 années sur cette terre, ce qui la place, selon le Psaume 90 :10, parmi les « plus robustes ». À Dieu soit la gloire !

À Dieu soit également la gloire pour lui avoir permis de voir sa fratrie rester fidèle à son Sauveur et évoluer avec zèle dans l'église du reste. Parmi elle, je pense spécialement à ma bonne amie Ismaëlle Jean-Pierre, dont la dévotion demeure un modèle à émuler.

Notre bien-aimée a laissé dans le deuil non seulement ses enfants Marie Adeline Jean-Pierre, Edmonde Jean-Pierre Daniel, Marie Ismaëlle Jean-Pierre, Samuel Jean-Pierre, Daniel Patrick Jean-Pierre, Abigail Jean-Pierre Bellevue, David Jean-Pierre, Ronald Jean-Pierre, mais aussi ses belles-filles Myriam Joanis Jean-Pierre et Renette Dalla Jean-Pierre, ses quatorze petits-enfants et ses cousins et cousines. Puisse chacun d'eux, en particulier Ismaëlle, trouver en ces lignes l'expression sincère de mes condoléances émues. Qu'ils se consolent surtout à cette garantie biblique : « Je ne vous laisserai pas orphelins, je viendrai à vous. » (Jean 14 :18)

Prenant la parole au cours de la célébration des obsèques du frère Raoul Jean-Pierre, évènement relaté dans mon introduction, Dr Serge Vernet s'était écrié : « Oh ! mon Dieu, les gens sérieux s'en vont. Le départ de Raoul en est la preuve. » Qu'il me soit permis d'en dire autant en cette triste occasion ! La mort de sœur Fortune Jean-Pierre est la preuve que les gens de bien, l'un après l'autre, nous quittent.

Dieu merci, nous allons un jour revoir cette « messagère du grand Roi », pour peu que nous ayons « *bien compté nos jours* » et « *appliqué notre cœur à la sagesse* ». Sœur Fortune Noëlzina Hyppolite Jean-Pierre nous a simplement devancés dans ce long voyage. Donc, nous ne lui disons pas adieu. Nous lui disons plutôt au revoir.

Louis Carl Saint Jean
louiscarlsj@yahoo.com
21 novembre 2021

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:02 AM Page 5

NOUVELLES BRÈVES

Une nouvelle variante du coronavirus cause la panique

Omnicron, de son nom, est la nouvelle variété de la COVID-19, qui a été détectée en tout premier lieu en Afrique du Sud, sinon dans l'un des pays limitrophes. Mais c'est l'Afrique du Sud, en tant que pays ayant plus de contact au niveau international, qui est indexé, en premier, par les États-Unis, en plus de sept autres pays de la région sud de l'ancien continent, qui sont mis en quarantaine : Botswana, Eswatini (ci-devant Swaziland), Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibia et Zimbabwe. On a vu lundi, à la télévision, un vol de la United Airlines atterrir à un aéroport des États-Unis, non identifié, probablement celui de Newark, dans le New Jersey, et le journaliste de dire : « *Voilà, le dernier vol de Johannesburg* » (Afrique du Sud).

Outre les États-Unis d'Amérique, les pays de l'Union européenne avaient annoncé depuis vendredi que le trafic aérien était interdit entre leurs pays et ceux de l'Afrique susmentionnés. Le Canada et Israël, ainsi que plusieurs autres pays, ont eu une réaction similaire. La situation, ayant pris l'allure d'une panique, le président Joe Biden s'est vu dans l'obligation de faire appel au calme. On l'a vu, lundi, sur le petit écran, d'une voix rassurante, dire : « Il y a raison d'être concerné, mais point de panique ! »

En effet, le président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, étonné de constater la réaction internationale, a prononcé un long discours à la nation, dimanche (28 novembre), expliquant que ce sont des scientistes sud-africains qui ont découvert la nouvelle variété à Botswana, puis en Afrique du Sud, et qui ont averti le monde. D'ailleurs, dit-il, « nos scientistes ont identifié des pays où ***l'Omicron*** a été déjà détectée, tels Angleterre, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Danemark, Hong Kong, Israël et Italie. C'est dire que la nouvelle variété du virus se répandra partout, en dépit des mesures strictes contre son pays et les autres de la région sud-africaine.

Il n'a pas hésité de pointer du doigt les pays qui ont indexé l'Afrique du Sud et les nations sœurs de la zone, les accusant de discrimination. Il s'agit d'Australie, Brésil, Canada, États-Unis, Guatemala, Japon, Oman, Royaume Uni, Seychelles, Sri Lanka, Thaïlande, Turquie, les Émirats arabes. « Pour ne citer que ceux-là », a-t-il ajouté. Il n'y avait pas moyen de cacher l'amertume dans son âme, car l'isolement de son pays et des autres subissant la discrimination affectera négativement leur économie.

Arnel Bélizaire et ses collègues prisonniers politiques libérés.

En tout cas, le président Ramaphosa dit que son pays met en place toutes les mesures internationalement consenties pour conjurer le mal, y compris une campagne d'inoculation générale, le port du masque obligatoire, ainsi que le lavage des mains et la distanciation. De plus les scientistes sud-africains mettent les bouchées doubles en fait d'équipement et autres pour parer au pire.

Le monde est averti. La variété ***Omnicron*** serait de beaucoup plus dangereuse que les autres variétés, telles Beta et Delta, toutes dérivées de l'original coronavirus qui, ayant débuté en Chine continentale, en automne 2019, a atteint le monde entier qui, depuis lors, subit leurs assauts, causant des millions de morts.

Alors, en plus des deux doses d'inoculation qu'on avait suggérées pour se protéger contre la COVID-19, il faut se prémunir davantage en prenant la troisième, dite de « booster », soit mesure préventive additionnelle.

***Outre les Haïtiens, les Brésiliens sont en route vers la frontière américaine.** C'est la petite ville d'Alpercata, dans l'état de Minas Gerais qui symbolise ce qui se passe au Brésil, frappé outre mesure par la pandémie du siècle. La ville se dépeuple, la plupart des habitants prenant la route vers le nord, en vue d'atteindre la frontière sud des États-Unis, peut-être pour se trouver sous le pont international de Del Rio où, en septembre dernier, des milliers d'Haïtiens, certains venant du Brésil, entre autres, avaient élu domicile temporairement. Il ressort que la situation économique qui avait contraint les Haïtiens à trouver un moyen de survie est telle que même les citoyens brésiliens n'en peuvent plus.

Ainsi, il est rapporté qu'ils sont nombreux des 7 500 habi-

Suite en page 8

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:02 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Kisa sa vo, si w gen tout pouvwa epi w pa gen kontwòl peyi a ?

Semèn ki sot pase a, Ayiti rantre nan youn lòt faz, men nou pa ko konnen kisa sa pral bay. Ēske nou sou wout debloke, osnon èske se kouri pou lapli al tonbe nan gwo basen dlo. Gen mounn ki ale pi lwen toujou, yo vin ak pawòl franse a ki di, « *Ce n'est que le commencement des douleurs !* »

Nan mèkredi semèn pase a, 24 novanm nan, Premye minis defakto Ariel Henry (Aryèl Anri) bay youn demonstrasyon anpil mounn t ap tann nan men l depi youn bon bout tan. Finalman, li fè moso nan sa l te di mesye-dam ki te siyen akò 11 septanm nan avè l pou youn *« gouvernance apaisée »*, sètadi pou n pran youn bon souf, jouk sitiyasyon an regle jansadwa.

Msye fè youn kout bale, li voye 8 minis ale, li vini ak 8 lòt, li menm se younn ladan yo. Na tounen sou sa pi devan. Apre l fin pase nan ministè yo, li monte nan Palè, li met sekretè alaprezidans atè. Wi, Lyonel Valbrun (Lionèl Valbren) ale, li menm ki te sèl chèf Palè, menm si pa gen prezidan depi 7 jiyè lè Jovenel Moïse (Jovnèl Moyiz) te ansasinen an. Kivedi menm lè Premye minis la te di li se sèl chèf, li pa t ka met pye l nan Palè a, paske li pa t gen tit prezidan. Enben, li fè Valbren wè se li ki chèf tout bon, paske li revoke msye epi l mete youn lòt ki rele Josué Pierre-Louis (Jozye Pyèlwi) pou ranplase l. N ap mande si Premye minis la konn move dosye Jozye Pyèlwi a ki, selon sa nou wè youn dam ap di sou entènèt la, se youn kadejakè anraje ! Ann kite sa pou youn lòt lè.

Men n ap mande poukisa fòk gen djòb sekretè alaprezidans sa a, piske pa gen prezidan? Ēske Doktè Anri pral deplase ale anba gwo tant ki vin tounen Palè depi tranbleman tè 12 janvye 2010 la? L ap kite kay kote ki gen biwo Primati a ? Byen ke souvan se apati lakay li, nan rezidans ofisyèl Premye minis la, li antreprann youn bann bagay, tankou gwo deklarasyon li sot fè konsènan chanjman nan gouvènman l nan.

Mwen soulve kesyon sa a pou m atire atansyon nou sou gaspiyay k ap fèt ak lajan Leta. Si pa gen prezidan depi mwa jiyè, poukisa nou t oblije gen youn bidjè pou laprezidans ? Kounnye a ke Doktè Anri met lapat sou Palè ofisyèlman, li mete pwòp sekretè l anchaj. Kisa li pral regle nan Palè a ? Amwens ke Premye minis la gen pwen dedouble pou l nan Palè ak nan Primati alafwa. Osnon, l ap koupe semèn nan an 2, youn moso pou Palè epi lòt moso pou Primati ! Zafè Nèg lakay se mistè, menm si msye se advantis, li ka nan pran pwen tou ! N ap tann pou n wè kijan sa pral fèt.

Men se pa sèlman youn kesyon de Palè ak Primati, Aryèl Anri nonmen tèt li minis Kominikasyon ak Kilti. Kivedi, li pote 3 chapo. Li chèf Egzekitif, li chèf gouvènman epi se li menm tou ki minis pòt pawòl pou pwòp gouvènman l nan. Anyen pa ka di nan sa k ap fèt nan gouvènman an, an jeneral, si se pa li ki met sa deyò. Epi tout minis oblije bese tèt yo byen ba devan nouvo diktatè a.

2 nan 6 bandi ki ta p volè nan youn bank Okap ke Lapolis arete.

Nan tou sa k pase a, fòk nou bay Doktè Anri kredi sou youn pwen enpòtan, paske li fè youn bèl kou lè l pote minis Afè etranjè a ale. Mounn k ap suiv jounal la konnen ke se depi youn bon bout tan n ap mande pou Mesye Claude Joseph (Klod Jozèf) bay talon l, paske msye lakòz gwo twoublay ant Ayiti ak Repiblik dominikèn lè l te kòmanse youn batay diplomatik ak prezidan dominiken an, Mesye Luis Abinader, ap voye pwen sou *Twitter*. Okontrè, mounn k ap suiv jounal la ka remake prèske youn tyè nan dènye nimewo Obsèvatè a te chita sou kesyon sa a ki ta ka lakòz gwo deblozay ant 2 peyi yo. Nan editoryal la, an franse e ann angle, kesyon an te eksplike fil an egiy, e nou te mande nan dènye paragraf la pou minis Afè etranjè revoke touswit.

An palan de Klod Jozèf, se pa sèlman dosye Repiblik dominikèn nan ki pote l ale. Jan msye te aji nan dosye *Samir Handal* la nan peyi Tiki (Turquie) se te dènye gout dlo a. Nan dat 15 novanm, koze a te pran lari ke *Handal* arete nan peyi Tiki (Turquie) pandan l te fè eskal lòtbò a, anwout pou La Palestin kote l te pral wè manman l ki malad. La tou, Klod Jozèf fè konnen se travay li, paske li t ap suiv tout ti deplasman msye ki t ap viv an Florid. Lè l te pran avyon an li te fè tokay li nan peyi Tiki, kivedi minis Afè etranjè a, konnen, e l te mande pou arete *Handal* pou enplikasyon l swa-dizan nan ansasinay Jovnèl Moyiz la. Okontrè, otorite Tiki yo te gentan arete l lavèy, anvan yo te menm resevwa lòd arestasyon an nan men *Interpol*, Polis entènasyonal la.

Enben se arestasyon sa a ki pral zo pwason ki te vin kwoke nan gòj Klod Jozèf, paske msye aji kòmsi se li ki chèf. alatèt peyi Dayiti. Anplis de sa, li tonbe nan fè lwanj pou pwòp tèt li, ap montre kijan bra l long. Epi tou sa l ap fè a se bagay ilegal, paske *Samir Handal* pa vrèman enplike nan anyen. Mesye FBI *(Fereral Bureau of Investigation)* ameriken yo k ap ede avèk ankèt sou ansasinay prezidan defakto a, te blanchi msye nan kesyon an. Dayè, msye t ap viv lakay li, nan zòn Miami, depi nan mwa jiyè, tousuit apre ansasinay la, paske pou rezon pa yo, gen mounn ann Ayiti ki t ap lonje dwèt sou li. Laurent Lamothe (Loran Lamòt) gen men l nan kesyon an, menm nan arestasyon *Handal* la. Msye gen youn bagay pèsonèl l ap regle ak lòt la.

Toujou selon enfòmasyon ki te sot bò kote Klod Jozèf, DCPJ (Direksyon santral Polis jidisyè) te gen pou depeche 3 polisye pou al nan peyi Tiki pou vin ak *Handal* ann Ayiti. Kivedi minis Jistis ak Sekirite piblik la, t ap pran lòd nan men minis Afè etranjè an! Enben minis Jistis la, *Liszt Quitel*, tou pèdi djòb li nan kout bale Premye minis la te fè mèkredi pase a. Se le 16 septanm msye te nonmen nan pòs la, li annik fè 2 mwa epi l atè. Se *Bertho Dorcé* ki ranplase l. M espere tout nouvo minis yo va reflechi sou jan sa ka pase pou yo tou. Yo pa konn pou konbyen jou yo la, sitou gen youn dat 7 fevriye k ap vini ki se dat pou gouvènman defakto Jovnèl Moyiz la te bout. E Aryèl Anri se kontinyasyon Moyiz, kidonk pouvwa msye pral bout 7 fevriye 2022, nou ta di demen maten. Pral gen rèl ka Makorèl !

Mwen p ap pase sou tout non nouvo minis yo, paske n ap jwenn tou sa an detay lòt kote nan jounal la. Men m ap di tout mounn fèt atansyon, paske plizyè ladan yo se mounn « *Bandi legal* » la, ansyen prezidan ki te monte gang yo, Michel/Michael Martelly (Michèl Mateli) li menm. Ēske sa vle di kounnye a, Aryèl Anri sou lèzòd gwo Bandi jegal la ? Kounnye a, li p ap koute sa chèf ki te nonmen l anvan l te mouri a ap di l, menm nan nuit depi nan peyi san chapo kote l ye a ? Pa bliye sa m deja di, zafè Nèg se mistè. Antouka, nou fèk kòmanse pran nan

Jounalis Alekzandè Galvèz, youn nan moun yo kidnape senmenn sa a.

mera, si se Bandi legal la k ap tire fisèl pa dèyè epi Doktè a se vrèman youn pòtre. Sa p ap pran lontan pou tout bagay vin byen klè tankou dlo kokoye !

Men tout demonstrasyon Premye minis defakto a bay la panko anyen. Li ka ranmase prèske tout tit ak tout pouvwa nan plan men l, men li pa kontwole peyi a, pa menm Pòtoprens kote l ye a. Kijan nou konprann ke apre tout pouvwa li genyen an, li panko ka pase kidnapè yo lòd pou yo sispann metye yo a. Li pa ka fè tankou kòmandan Babekyou (Jimmy Chérizier) ki louvri bouch li epi menm jou a tout lòd li bay akonpli tousuit. Selon jan sa ye, responsablite chèf youn peyi — e pa nenpòt ki chèf layk dis layk dat non —, se bay sekirite pou lavi ak byen tout sitwayen yo.

Vwala ke ti « *bandi legal* » yo ki toupatou nan peyi a fè konnen Doktè Anri panko pale ak yo sou anyen nan sa l konte fè nan peyi a. Se poutèt sa pandan tout chanjman nan ministè epi nan Palè ap fèt, bandi yo bay kèk demonstrasyon ki ta fèt pou sekwe Premye minis/prezidan Ayiti a.

Depi lavèy tout chanjman sa yo, nan madi 23, epi nan landmen apre chanjman yo, kivedi jedi 25, se kidnaping sou kidnaping ki fèt nan Pòtoprens. Kanta pou sa k pase jedi a, se pa ti jwèt. Bandi ame kidnape 3 mounn nan zòn Bwa Patat ak Kanape Vè, nan kapital la. Se pa nenpòt mounn konsa konsa non : Alain Sauval (Alen Soval), ki responsab kominikasyon nan Inivèsite Kiskeya, ki gen nasyonalite franse; Paul Dubois (Pòl Dibwa) ak Solange Lafontant (Solanj Lafontan), ansyen madanm defen prezidan René Préval. Nan madi menm, se 4 mounn yo te pran, pami yo 2 frè : James Philistin (Jemz Filisten) ak Marc Guerson Philistin (Mak Gèson Filisten). Epi se kantite milyon dola ameriken bandi yo mande pou lage mounn yo. *(Nou remèsye Ronald Léon (Ronal Leon) pou enfòmasyon sa yo.)*

Men vag kidnaping nan kontinye menm jedi 25 novanm nan lè bandi legal, ame jouk nan dan, kidnape 4 anplwaye konpayi *Rhum Barbancourt* nan Laplenn Kwa-dè-Boukè, nan youn ti zòn ki rele Tibe. *Vant Bèf Info* (VBI), ki bay enfòmasyon an, di se pandan yo te pral nan travay, gang « *400 Mawozo* » pran yo.

Nan vandredi, 26 novanm, n apran ke bandi legal pran agwonòm Frandy Joseph (Frandi Jozèf) ak 3 pitit li epi kouzen l, nan Pòtoprens. Agwonòm nan gen youn gwo pòs nan ministè Agrikilti Resous natirèl ak Devlòpman riral (MARNDR), kivedi se youn ofisèl nan Leta ki gen anpil responsablite. Selon dènye enfòmasyon nou jwenn, yo lage agwonòm nan, men yo kenbe ti mounn yo ak kouzen l nan. Kidonk, yo voye msye al chache lajan an !

Nan samdi, 27 novanm, se *Alexander Galvez* ki viktim. Bandi ke yo di se gwoup « *400 Mawozo* » pran msye sou wout pou al Repiblik dominikèn, bò Malpas. Msye byen koni pou mounn ki konn suiv emisyon l nan ki rele « *Ti koze nan panyòl* » sou « *Gran Boulva RTVC* ».

Epi nou kouri monte Okap Ayisyen, paske nan vandredi, bandi legal te frape anwo a. Youn gwoup ame anvayi Unibank, nan ri 18A, pou fè youn hold-ap ki ta ka rapòte yo plizyè milyon dola ak goud. Men bagay nou gen lontan nou pa tande, Lapolis gentan debake. Yo ansèkle zòn nan, yo arete konplis yo ki t ap tann deyò a, epi yo fouke tou sa yo ki te anndan bank lan. N ap bay foto bandi yo k ap sikile sou entènèt la, san okenn non, men figi yo parèt byen klè. Nou pa konnen si se Lapolis ki bay yo, men yo fè n konnen se otantik.

Ēske sa k pase Okap la se youn nouvèl dispozisyon ki ta vle di Lapolis koupe fache ak bandi legal yo ? Ēske se modòd Premye minis defakto a bay pou sitiyasyon an chanje vrèman, osnon se youn kout chans ? Antouka, nou menm n ap di Premye minis Aryèl Anri, ki chaje ak pouvwa sou li, n ap tann ni nan Kafou Tenten an, paske li pa ka di n li santi l alèz jan bandi legal fin pran peyi a.

Nou kanpe sou sa nou te di depi le 8 septanm ki sot pase a : « *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti* ».

Ak tout pouvwa li ranmase yo, nou ta mande Doktè Anri, ki leve nan youn fanmi ki konn Labib, pou li pran youn ti tan pou l reflechi sou youn vèse, pawòl ki te sot nan bouch Jezi-Kri menm : « *Kisa sa ta vo youn nonm si l ta genyen tout latè, epi pou l ta rive pèdi nanm ni ?* » (Levanjil Mak, chapit 8, vèse 36). Epi n ap tou fèmen bwat koze ak youn ***AMĒN!***

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
Premye Desanm 2021

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:02 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

Henry setting the stage to continue an unconstitutional power grab, plunging Haiti into more instability? Yet, he asserts that one of the aims of the cabinet reshuffle is elections that have not been held since Moïse assumed power on February 7, 2017. Elections to be held under the rule of the gangs that control great swats of the land?

A historical overview of recent actions is in order. It happened that two days prior to his assassination, in the wee hours of July 7, Moïse, the de facto president, whose constitutional mandate had ended on February 7, 2021, named Mr. Henry to the Prime Minister's post on July 5. But Henry hadn't been sworn in by that Wednesday morning, when his president was assassinated. The then interim Minister of Foreign Affairs Claude Joseph, with the support of Helen Meagher La Lime, head of the United Nations Integrated Bureau in Haiti (BINUH), had assumed power, until the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince, on July 20, decided to back Henry, a neurosurgeon, for the post.

Claude Joseph remained in Henry's cabinet, holding the important post of Minister of Foreign Affairs. In the shuffle last Wednesday, he lost out, having been replaced along with seven others in the 18-member cabinet.

Dr. Henry acted, in part, because of pressure from those in the Haitian opposition who had signed the agreement with him, on September 11, for a so-called "Peaceful Governance" leading to democratic elections. That accord had called for changes, within a week, including doing away with some holdovers from Moïse's cabinet.

The Prime Minister availed himself of the opportunity to rid himself of Claude Joseph, who had been operating like a lone ranger, causing a rift with the Dominican Republic through a tweeting outrage in which he disparaged officials of the Republic next door, including President Luis Abinader. That prompted the Dominican president to say "there was no interlocutor in Haiti with whom to communicate."

Claude Joseph, had also gone overboard when he engineered the arrest of Samir Handal in Turkey, on Novembrer 15, allegedly for his implication in the assassination of Jovenel Moïse. Joseph boasted about how, through his relations with his counterpart in Ankara, he was able to have Handal arrested during a stop at the Turkish capital where he was changing flights while on a trip to Palestine to visit his ailing mother.

Since July, soon after the Moïse assassination, Handal, an enterprising 63-year-old businessman, has been living in Florida where his wife resides. The FBI, participating in the investigation of the president's assassination, had cleared him of any involvement. But Claude Joseph, in cahoots with former Prime Minister Laurent Salvador Lamothe, who has a personal beef with Handal, had been spying on him. He didn't consult the Prime Minister about what he was doing, not even about his latest undertaking, the arrest of the businessman. As it is, three Haitian police officers were to be dispatched to Ankara to bring Handal to Haiti. This means the minister of Justice, Lizst Quittel, working with the Central Directorate of the Police (DCPJ by its French acronym) was collaborating with the Foreign Minister. Mr. Quittel, on the job for only two months, has become Minister of the Interior.

On another front, Prime Minister Henry has fired the Secretary to the presidency, Lyonel Valbrun, who had kept watch over the Palace, still under a large tent where it has been since after the January 12, 2010 earthquake. With no president since Moïse's assassination, though Ariel Henry assumed that role too, he still was kept away from the Palace. Now he has named Josué Pierre-Louis, reputed to be a sexual abuser, as his own Secretary to the presidency. To do what? Will Dr. Henry be spending time at both the Prime Minister's office and at the Palace? Moreover, he also named himself Minister of Communications and Culture, becoming spokesman for his own government.

With so many titles and a concentration of power in his hands, one would think the Prime Minister will move speedily to knock out the gangs that, in a way, have challenged him by showing he controls very little in Haiti. Some spectacular kidnappings testify to the fact that he hasn't been able to protect life and property, as the leader of any country should. Beginning Tuesday, November 23, and as of last count, on Saturday, 16 kidnappings were reported in Port-au-Prince, and elsewhere, with a Unibank branch invaded in Cap-Haitian by armed bandits on Friday, November 26.

Unheard of, the Police quickly surrounded the perimeter of the bank, arrested some of the bandits found outside, as well as those who were inside the bank. One would have hoped that this represents a break between the gangs and the Police, now determined to counter and destroy the threat hanging over the whole country, increasingly being under the control of armed gangs. Think again, for further developments indicate that the bandits will soon become more powerful. Read on.

To be reminded, those bandits came into existence after 2011 when the self-styled "Legal Bandit," President of the Republic Michel/Michael Martelly, had set them up, and his then Prime Minister Laurent Salvador Lamothe armed and provided them with ammunition, even giving them a stipend in the early days. All of this under the watch of the United Nations, which, in permanence, has had one mission after another in Haiti since 2004.

First formal meeting of the National Council of Transition

On Sunday, November 28, the National Council of Transition (CNT by its French acronym,) born of the Agreement of August 30, had its first working session "to discuss the composition and the mission of the CNT and to officially

New Justice Minister Berto or Berteau Dorcé

launch it." Also called "Accord of Montana," from the name of the hotel where it was originally signed, that agreement is adhered to by the widest representation of Haitian society, intent on a new Haiti, breaking away from past practices that have led to the current multifaceted crisis buffeting the country.

In a note made public following the meeting, the CNT leadership said "internal regulations and the electoral mechanism to choose the leaders of the transition were discussed." The goal of the CNT is to work diligently to fill the void at various levels of government, by relaunching and strengthening the institutions at the levels of the executive, the legislative and the judiciary, all of which have been vassalized by the PHTK, or Bald-Headed administration in power during the past decade.

But before that, the CNT, composed of leaders involved in social, cultural, political, union and religious activities, will "supervise the choice of the president and the head of government that will lead the transition. Obviously, making their official announcement at this time, the leadership of the CNT is pitting the organization against the de facto Prime Minister Ariel Henry, who has made a bold move at grabbing power indefinitely.

***From Washington, the group "LHADAN" denounces the Prime Minister's move.** "This recycled government does not respond to the expectations of the Haitian people," said the headline of the press release, dated November 29, of *"Nou Tout LHADAN,"* (We're all in it,) a Washington, D.C.-based coalition of Diaspora organization which the Prime Minister had reached to obtain a member of the Diaspora for its Electoral Council, yet to be installed. It was an effort on his part to show that he has allies in the Diaspora. He can forget that, for "Haitians living abroad are once again excluded from all important decisions regarding their nation," writes Sabine Philippe, the coordinator who signed the release.

She went on: "We noted that despite the many messages communicated through the media and with letters addressed to many authorities by numerous organizations inside and outside Haiti, the 'decision-makers' have ignored all recommendations, and, rather, have opted to share power amongst traditional politicians who are only driven by their own mischievous personal interests and not by the needs of the nation."

Speaking plainly, the LHADAN coordinator "urges all Haitians to loudly speak their minds and voice their opposition to this ignominious choice of government," while renewing "the unconditional support of the coalition to help Haitians eradicate this corrupted and non-equitable system imposed upon them by the political power."

***Knowingly, Dr. Henry surrounds himself with shady characters.** Take Josué Pierre-Louis, chosen to replace Lyonel Valbrun as Secretary to the presidency, in charge of National Palace business without any president. The Prime Minister cannot say he doesn't know about the background of the man he chose to return to the job he held under the "Legal Bandit" Michel Martelly. He cannot say he doesn't know about the rape accusations against him, especially that of an employee at the Electoral Council when he headed that organization in 2012. Though this was expunged from his dossier when, a year later, the woman retracted her complaint, others maintain that Pierre-Louis used his authority to foist himself on them. In fact, one has been as bold to post currently on YouTube, her face showing, detailing what she suffered at the hands of Pierre-Louis.

Even if the Prime Minister were to close his eyes on such conduct, he should have thought about the fact that "the wife of Caesar must be above of all suspicion." And Josué Pierre-Louis, named ambassador by Michel Martelly, in 2013 to the European Union and to Belgium, was never accredited by Bruxelles, due to the sex scandals. Certainly, Josué Pierre-Louis remembers how the case of Marie Danielle Bernadin, having become international, ruined his diplomatic career.

One must conclude that Ariel Henry, who was also part of the Michel Martelly administration, is preparing for the return of the "Legal Bandit," thus the installation in advance of a trusted Secretary to the presidency. Indeed, birds of a feather flock together. And Ariel Henry has proven what the coordinator of LHADAN says above. He has turned to politicians whose sole interests are "their mischievous personal interests." How ignominious!

In that light, we have to revisit the dossier of Berto, or Bertaud Dorcé. Since he doesn't do any vetting before appointing his buddies, Prime Minister Henry may say he doesn't know what happened back in 1997. Though all the way in New York, I know and many others know also. But it's not up to me to help Ariel Henry out. He should undertake his own investigation, first by finding out whether ***Berto*** is the original name of his minister for the important Ministry of Justice and Public Safety. Isn't it ***Bertaud*** in his birth certificate? Or did he, using his prerogatives, have that changed also to ***Berto***? In his case, the Haitian proverb does apply: *"Se chat yo mete veye bè."* (Having the cat watch the butter.)

Purposely, we won't air out the whole dossier, but in November 1997, Berto/Bertaud Dorcé is to be found as judge in Miragoâne, in the Nippes department, and he will be involved in a drug case in Aquin. He should be queried also about what happened at the prison in Pétion-Ville. We'll let Prime Minister Ariel Henry disclose the rest, even an arrest record and under the table huge payment for release.

The Prime Minister should also find out why Berto/Bertaud Dorcé and some other lawyers of his ilk got in a row with the late government prosecutor Claudy Gassant for being defenders of Sonson La Familia's wife in a drug case. Of course, it's all in the family, for Sonson La Familia (Woody Ethéart) is a close friend of Michel/Michael Martelly, who often frequented his restaurant in Pétion-Ville. Earlier this year, wasn't Sonson at the birthday party for the "Legal Bandit" in Santo Domingo?

As the French saying goes, *"Cousu de fil blanc."* (Stiched together with white thread.) The return of the official bandits to the National Palace is being prepared by one of theirs. We won't tire of saying, "*Birds of a feather flock together!*"

To the Haitian people and to some former opposition leaders who got hoodwinked, or willfully went after ephemeral fame and money, we would say, "Be ready to reap the fruits of the seeds they've sown." For Haiti cannot afford to let bandits and their friends at all levels of society continue to keep the country in the pariah, failed state that it has become.

***Barbados waited until the last day of November to say goodbye to the Kingdom and become a Republic.** It happened yesterday, November 30. Barbados, which was still part of the British Empire and had submitted to the edicts of Queen Elizabeth II, formally removed her as Head of State of the Caribbean-island nation. Certainly, the move of Barbados won't go unnoticed by similar States that have held to that fetish, though independent for many years.

RAJ
1st December 2021
at *raljo31@yahoo.com*

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:03 AM Page 8

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 5

tants d'Alpercata à ne plus envoyer leurs enfants à l'école, à vendre presque tous leurs effets, en vue de trouver l'argent, environ USD 15 000 (15 000.00 $) qu'il faut pour financer leur voyage vers le nord. Pour illustrer l'exode. Il est mentionné que la boulangerie ici d'Alpercata manque de bras, les employés de l'administration civile sont partis, et faute de footballeurs dans ce pays de feu Pélé (Edson Arantes de Nascimento), roi du football, les équipes du ballon rond sont en déclin.

Ce sont là les effets du coronavirus qui a affecté l'économie du géant de l'Amérique du sud, pays le plus peuplé de toute l'Amérique, après les États-Unis. À date, le Brésil, qui compte une population de près de 215 millions, a enregistré 614,000 mortalités attribuées à la COVID-19, en seconde position après les États-Unis, ayant une population de près de 334 millions et ayant enregistré 745 800 décès.

Dire que des 5,2 millions de mortalités rapportées à l'échelle mondiale, ces deux pays de l'Amérique occupent les premières places. À souligner que l'Inde, avec une population d'environ un milliard 400 millions, n'a rapporté que 450 000 mortalités. Mais le plus étonnant c'est la Chine, où a pris naissance le fléau en automne 2019. Ce pays, le plus peuplé de la planète, avec une population de près d'un milliard 500 millions, seulement 4 636 décès, dus au coronavirus, sont rapportés. Serait-il vrai que la Chine a appris, dès le début, les mesures à prendre pour circonscrire les dégâts, soit l'isolement complet des foyers de transmission? Ou bien, pays fermé à l'intrusion externe, les autorités chinoises ont-ils manufacturé les chiffres à leur convenance? Qui le saura!

***L'ambassadeur haïtien à Washington, appelant à l'aide du Congrès américain, admet qu'Haïti ne pourra, seule, affronter les gangs.** Dans un mémo étoffé, de l'ambassadeur Bocquait Edmond, daté du 28 octobre (28 novembre, n'est-ce pas?), aux membres du Congrès (Chambre basse) et du Sénat des États-Unis, intitulé « Mise à jour de la situation actuelle d'Haïti au niveau politique, économique et sécuritaire », l'accent est mis, en tout premier lieu, sur la « sécurité et les kidnappings ». Sont aussi abordés les sujets suivants : « *Investigation sur l'assassinat* » du président Jovenel Moïse, les « *élections* », « *la rareté de carburant* » « *les accords politiques* » « *la gouvernance* » le commerce vu sous l'angle de « *la loi HOPE/HELP* » approchant expiration en 2025, « *les récentes visites de haut niveau* », « des développements positifs » et du « *support* » qu'il faut « *en vue d'aller de l'avant* ».

Bochitt Edmond, ambassadeur d'Haïti à Washington.

Ayant reçu le document hier, mardi, 30 novembre, on ne saurait couvrir tous les points ci-dessus mentionnés. Mais on soulignera que le premier point du mémo souligne, en peu de mots, ce que nous avons, depuis le 8 septembre, claironné, savoir que « *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti* ». (Tant qu'on n'aura pas solutionné le problème des gangs, rien ne pourra être solutionné en Haïti.)

Voici, selon les propos de l'ambassadeur Edmond : « *La situation sécuritaire en Haïti est extrêmement délicate et fragile. En vérité la Police Nationale d'Haïti n'est pas équipée pour faire face au problème des gangs, qui sont bien financés par ceux qui profitent de l'instabilité politique, . . . hors de contrôle* ». Selon lui, c'est le « *départ, en 2017, de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTHA) qui a laissé un vacuum au niveau de la sécurité* ».

Monsieur l'Ambassadeur, feint-il d'ignorer que c'est en 2011, sous les regards de la MINUSTHA, que le « *Bandit légal* ». Tel que se nomme Michel/Michael Joseph Martelly, le président, avait inauguré les gangs, avec l'aide de son Premier ministre Laurent Salvador Lamothe qui les avaient armés, leur pourvoyait en munitions ! Comme s'il n'est pas au courant que l'organisation des « Gangs Fédérés », faisant partie du « G-9 en Famille et Alliés », enregistrée au Ministère des Affaires Sociales et du Travail en tant qu'organisation de bienfaisance, n'ont pas eu la bénédiction de Jovenel Moïse! Dire aussi que Mme Helen Ruth Meagher La Lime, chargée du Bureau Intégré des Nations Unis en Haïti (BINUH) avait applaudi à la nouveauté de fédérer les bandits!

En tout cas, l'ambassadeur croit que « *la sophistication des gangs et du crime organisé, en sus de leur financement à la hausse par des groupes externes, a créé un défi sans pareil auquel la Police Nationale ne peut se colleter* ».

Alors l'appel du pied se fait : « *Sans une assistance externe, il sera extrêmement difficile au gouvernement haïtien de reprendre le contrôle en ce qui a trait à la situation sécuritaire. Ceci ne devait pas entraîner une intervention externe avec des 'bottes visibles sur le terrain', mais de préférence, l'entraîne-*

Suite en page 9

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:03 AM Page 9

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 8

ment, l'équipement nécessaire, ainsi que le financement de la Police Nationale d'Haïti ».

Ce n'est pas envoyer dire. Et nous nous arrêtons ici, tout en promettant de revenir sur le mémo de l'ambassadeur dans la section HAPPENINGS de la prochaine édition, car il était adressé surtout aux législateurs américains, donc des anglophones, auxquels il faut faire entendre l'autre son de cloche.

***Enfin, on se souvient du 29 novembre 1987, le 34e anniversaire du massacre de la Ruelle Vaillant.** Le Secteur démocratique et populaire (SDP) a commémoré, lundi, le 34e anniversaire du massacre de la Ruelle Vaillant. Plus d'une vingtaine d'électeurs en ligne pour participer au premier scrutin post-Duvalier ont péri, ce jour-là, sous les balles des assassins dépêchés par les militaires du Conseil National de Gouvernement (CNG), que présidait le général Henri Namphy. C'était le prétexte qu'il fallait pour renvoyer les élections sur tout le territoire, élections qui seraient remportées par Gérard Gourgue, l'avocat de renom, trop gauchiste pour les militaires.

Selon un reportage de *gazettehaiti*, une gerbe de fleurs a été déposée dans les locaux de l'école Argentine Bellegarde et un mausolée y sera construit au nom des victimes de tous les massacres perpétrés dans le pays.

Ariel Henry déposant une gerbe de fleurs, à l'école Argentine Bellegarde, à la Ruelle Vaillant.

Me. André Michel et Mme. Marjory Michel, du SDP, étaient sur les lieux, ce lundi, et ont fait des déclarations pertinentes. « *Il faut que les générations à venir se souviennent toujours de ce qui s'est passé le 29 novembre1987* » a martelé, Me. Michel, tout en renouvelant *« la volonté du secteur d'accompagner les victimes dans la bataille pour la démocratie et pour le changement des conditions de vie du peuple haïtien* ».

Et Mme Michel, ancienne ministre de la Condition féminine, insistant, que les images de ce massacre doivent rester vivantes, a déploré le fait, qu' « *ils n'ont laissé aucun symbole pour que les générations futures prennent conscience de ce fait historique* ». Ainsi, dès le mois de janvier prochain, les travaux seront entamés pour la construction du mausolée.

L'on se demande si ses représentants du SDP, maintenant alliés du Premier ministre Ariel Henry, n'essaient pas de mettre une certaine distance entre eux et le chef de l'administration PHT-Kiste, en faisant allusion aussi aux massacres perpétrés sous le régime *Tèt Kale*. Toutefois, il faudra plus d'un rappel symbolique pour convaincre ceux qui critiquent les leaders du SDP de « trahison contre le mouvement démocratique ».

*Et le 29 novembre, l'ex-député Arnel Bélizaire et consorts ont recouvré leur liberté. Depuis novembre 2019, il était emprisonné, accusé de « complot contre la sûreté intérieure de l'État, d'avoir menacé d'attaquer l'Ambassade américaine et la Brasserie La Couronne ».

Cette libération ferait-elle partie des demandes de l'opposition ayant rejoint les rangs du Premier ministre, savoir la libération des prisonniers politiques ? Alors, il faudra s'attendre à d'autres actions similaires.

Pierre Quiroule II
1er décembre 2021
raljo31@yahoo.com

Aksyon Bonè se Kle!

Mande Doktè Ou Enfòmasyon sou Tretman Antikò Monoklonal

Tretman antikò monoklonal se pou moun ki genyen COVID-19 oswa ki te ekspoze resaman ak yon moun ki genyen COVID-19. Tretman Antikò Monoklonal:

- Ede kò ou konbat COVID-19 pandan sistèm iminitè ou ap kòmanse fè pwòp antikò pa li
- Redwi risk ou pou ou vini malad anba COVID-19 epi evite entène lopital
- Rekòmande pou nenpòt moun ki gen laj 12 ane oswa plis ki anba gwo risk pou yo malad grav ak COVID-19, tankou granmoun aje yo ak moun ki gen lòt pwoblèm sante yo
- **Pa** yon ranplasan pou vaksinasyon

Pou jwenn yon sit ki ap ofri tretman antikò monoklonal, vizite **nyc.gov/health/map**.

Pou jwenn yon sit vaksinasyon, vizite **nyc.gov/vaccinefinder** oswa rele 877-829-4692.

NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY

NYC Health

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:03 AM Page 10

ÉDITORIAL

D'autres criminels au sein du nouveau Cabinet ministériel

On s'imaginait que le Premier ministre de facto attendrait une occasion propice pour se débarrasser des colis encombrants de son administration, après qu'un de ses ministres eut été dénoncé comme faisant partie d'une société de kidnappeurs. Mais, loin de satisfaire aux attentes des uns et des autres, les choix qu'il a faits, dans la composition de son Cabinet replâtré prouvent, qu'en vrai PHTKiste, il n'a aucun problème de s'entourer de personnes qui ne sont pas à l'abri de tout soupçon.

Passe encore de garder Lizst Quittel au sein de son Cabinet, comme ministre de la Justice et de la Sécurité publique, suite à sa dénonciation d'avoir participé à l'enlèvement d'un pasteur, en attendant une réforme ministérielle. Mais faisant appel à d'autres personnalités ayant eu des démêlés avec la justice pour intégrer son gouvernement, il y a de quoi dénoncer avec vigueur le chef de facto du gouvernement, voire même de crier haut et fort qu'il est indigne de diriger les affaires de la République, surtout quand il détient les deux plus hautes fonctions de l'Exécutif, président de la République et Premier ministre. Après ce dernier replâtrage de son Cabinet pléthore auquel ont été ajoutés huit nouveaux ministres, Ariel Henry démérite encore plus, aux yeux de ses détracteurs cherchant à l'expulser de la primature. Et pour cause !

En effet, le gouvernement, dont le Premier ministre de facto vient d'accoucher, ne fait pas l'unanimité, dans les milieux socio-politiques du pays et aussi en diaspora, en raison, surtout, des choix de personnalités faisant de lui un couloir direct vers la pérennité du PHTK au pouvoir. Car les membres les plus influents de ce gouvernement sont des ouailles de Michel Martelly qui, quoique constitutionnellement dépourvu d'autorité, faisait du président de facto défunt aussi bien que de ses successeurs des administrations de doublure. Manipulant les décideurs administratifs et politiques, derrière la scène, Martelly s'ingénie à préparer son retour au Palais national, faisant bombarder ses farouches partisans aux postes clés de l'administration publique, de manière à contrôler les instances décisionnelles, notamment celles liées aux élections générales. Si le Dr Henry a diminué le nombre des jovenelistes et des PHTKistes au sein du dernier gouvernement, il privilégie les personnalités qui, comme lui, sont des proches de l'ex-président musicien auto proclamé « *bandit légal* ».

Mais ce qui met Ariel Henry en porte-à-faux, par rapport à de larges secteurs sociopolitiques, vient du fait d'attirer au sein de son administration des personnalités ayant eu un passé peu recommandable. Il semble que pour le Premier ministre de facto, le temps ait fini par donner une nouvelle virginité à ces hommes, qui se seraient fait oublier avec le temps. Mais, les faits ont la tête dure, surtout quand ces individus se font condamner par leurs caractéristiques antisociales, sinon criminelles. Car on en trouve dans toutes les catégories.

Libre à tout un chacun de catégoriser Lizst Quittel, élevé au rang de ministre de l'Intérieur, dans le nouveau Cabinet. Il était accusé d'avoir orchestré le kidnapping de Jean-Pierre Ferrer Michel, pasteur de l'église « *Jesus Center* » située à Delmas 29, le dimanche 3 octobre de cette année, en compagnie de deux fidèles, Norman Wiener et Isabelle Devendegis. Toutefois, le scandale déclenché par l'enlèvement du pasteur Jean-Pierre Ferrer Michel et les deux membres de son église a laissé quasiment indifférent le Premier ministre de facto. En dépit de ce scandale, qui a éclaté au sein de son administration, M. Henry n'a pas jugé nécessaire de se défaire du titulaire du ministère de la Justice et de la Sécurité publique. Pour lui, maintenir en poste ce partisan de Martelly vaut plus que la sauvegarde de l'intégrité de l'administration publique. Et recevant ses mots d'ordre de celui-ci, eu égard aux choix des hauts fonctionnaires de l'État, il a préféré M. Quittel au ministère de l'Intérieur, plutôt que profiter de l'occasion offerte par ce dernier replâtrage du Cabinet pour s'en débarrasser. Certes, d'aucuns feraient passer les accusations portées contre Liszt Quittel pour des allégations non prouvées. Mais la justice n'a pas été mise en demeure de se prononcer sur ce dossier. Donc elles resteront bien gravées dans la mémoire collective du peuple haïtien. À l'instar de Jovenel Moïse ayant prêté serment comme chef d'État, alors qu'il se trouvait sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent. Celui-ci a passé le plus clair de son mandat à esquiver sa comparution devant son juge naturel, sa mémoire reste à jamais entachée de ce crime, ainsi que de bien d'autres pour lesquels il s'était protégé contre la justice.

Un autre membre du nouveau Cabinet ministériel d'Ariel Henry, Berto Dorcé, fait sourciller plus d'un. D'abord, pour avoir changé son nom, qui s'écrivait originellement Bertaud, après avoir eu des démêlés avec la justice. Juge dans un dossier de drogue, à Aquin, dans le sud d'Haïti, il est rapporté qu'une décision favorable aux accusés aurait été rendue, faisant de lui un agent de la corruption, en sus d'une arrestation dont il aurait été l'objet. Une affaire qui remonte à 1997. Il semble que le casier judiciaire de Berto, ou Bertaud Dorcé, ait été balayé sous la ruche, donnant prétexte au Premier ministre de facto de n'en pas faire cas par rapport à la nomination de ce dernier à un des plus importants ministères du gouvernement.

Il semble que Haïti, sous le régime de PHTK, soit l'un des rares pays où les dirigeants ne tiennent pas compte du casier judiciaire des personnes nommées aux hautes fonctions de l'État, particulièrement celles qui forment le pouvoir exécutif. Dans cet ordre d'idées, il faut attirer l'attention sur le choix du Dr Josué Pierre-Louis au secrétariat général du Palais national, en lieu et place de Lyonel Valbrun, révoqué. Il est accusé d'harassement sexuel, notamment par une femme ayant fait partie de l'équipe du Conseil électoral provisoire (CEP), quand M. Pierre-Lois était le président de cette institution. Quand bien même cette dernière accusation aurait été rayée de son dossier, d'autres continuent d'entacher sa réputation. Car, comme c'est bien la situation, dans les cas de personnalités du pouvoir, ou proches de celui-ci, les accusés ne sont jamais tenus pour responsables devant la justice. Par contre, nommé ambassadeur auprès de la Belgique et de l'Union européenne, par Michel Martelly, en 2012, ses Lettres de créance n'ont jamais été reçues. Voilà sa carrière diplomatique achoppée à cette transgression, que minimisent pourtant les dirigeants haïtiens.

Ceux qui critiquent le nouveau Cabinet d'Ariel Henry le font pour des raisons autres que celles mentionnées ici. Cela n'empêche d'attirer l'attention sur sa proximité avec des personnalités susceptibles d'être qualifiées de délinquants. Mais il y a une autre ombre au tableau : Les autres membres de ce gouvernement, à l'instar du Premier ministre de facto, n'éprouvent aucune gêne à cohabiter avec des collègues traînant de telles réputations. En clair, pour des raisons liées aux avantages que procure le pouvoir, il semble que les gens se soucient très peu de soigner leur réputation.

Il est opportun de poser la question de savoir, quel hasard a porté le Dr Henry, ayant la réputation d'être proche de Michel Martelly, à s'entourer de partisans de ce dernier au sein de l'Exécutif ? En clair, ceux qui sont devenus des alliés du Premier ministre de facto s'accoquinent indirectement avec des délinquants. Mais par leur collaboration à ce régime PHTKiste, ils œuvrent pour le retour au pouvoir du bandit légal et la pérennité de Tèt Kale aux commandes de l'État.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Bérrie étage
Port-au-Prince, Haïti
TÉL (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Kolmetne, 81 Rt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaire

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:03 AM Page 11

EDITORIAL

More criminals in the new Cabinet

People thought that the de facto Prime Minister would have waited for a suitable opportunity to get rid of the bulky parcels in his administration, after one of his ministers was denounced as being part of a kidnapping society. However, far from satisfying the expectations of most, he has proven by the choices he's made in patching up his Cabinet that he's a true PHTK follower, the ruling *Bald-Headed* party, and has no problem surrounding himself with people who aren't free of suspicion.

It was okay to keep Lizst Quittel in his Cabinet as Minister of Justice and Public Security, following denunciation that he had participated in the kidnapping of a pastor. He would definitely be out when there was a ministerial reform. So people thought. But calling on other personalities, who have had problems with the justice system to join his government is a strong argument against the de facto Prime Minister , who shows, without a doubt, that he's unworthy of leading the affairs of the Republic, though holding on the two highest Executive offices of the administration, that of President of the Republic and of Prime Minister. After this latest patch-up of his bloated Cabinet, with eight changes in ministries, Ariel Henry appears more unworthy yet in the eyes of his detractors, who want him expelled from the Prime Minister's post. And for good reason!

Indeed, the government he has cobbled together is not well received in most socio-political circles in the country and in the diaspora, due, above all, to the choice of certain personalities that indicates he's working to perpetuate PHTK, the *Bald-Headed*, ruling regime in power. The most influential members of this new government are adepts of Michel Martelly, who, though constitutionally deprived of authority, engineered the ascension to power of the deceased de facto president, as well as of his successor, and now some of the new ministers. Manipulating the administrative and political decision-makers from behind the scenes, Martelly is preparing for his return to the National Palace, by having his staunch supporters installed in key positions in the public administration, to control the decision-making bodies, especially those related to the general elections. If Dr. Henry has reduced the number of Jovenelists and PHTK luminaries in the last government, he favors personalities who, like him, are close to the self-proclaimed "Legal Bandit" the former president.

But what really puts Ariel Henry at odds with large socio-political sectors is the fact that he has attracted to his administration personalities with an unsavory past. As if time, for the de facto Prime Minister, has wiped out past wrongs, and all is forgotten about those men who have gained new virginity. However, facts can't be easily contradicted, , especially when these individuals are condemned by their anti-social, if not criminal, actions. They fit all categories.

Everyone is free to categorize Lizst Quittel, elevated to the rank of Minister of the Interior, in the new Cabinet. He was accused of having orchestrated the kidnapping of Jean-Pierre Ferrer Michel, pastor of the "Jesus Center" church in Delmas 29, on Sunday, last October 3, along with two parishioners, Norman Wiener and Isabelle Devendegis. Nonetheless, the scandal caused by

the kidnapping of Pastor Jean-Pierre Ferrer Michel and the two members of his church hasn't registered with the de facto Prime Minister. Despite the scandal, which rocked his administration, Mr. Henry did not deem it necessary to get rid of the incumbent at the Ministry of Justice and Public Safety. For him, keeping this Martelly supporter in office is worth more than safeguarding the integrity of the Administration. In addition, receiving his orders from the latter, with regard to the choice of senior government officials, Mr. Henry chose to switch Mr. Quittel to the Ministry of the Interior, rather than taking the opportunity offered him by this latest patch-up of the Cabinet, to get rid of him. Of course, some would dismiss the charges against Liszt Quittel as unproven allegations, because the courts, subjugated by the Executive, were not asked to rule on the case. Therefore, Mr. Henry thinks that such action will disappear from the collective memory of the Haitian people. Not unlike Jovenel Moïse who was sworn in as head of state, while under indictment for money laundering! During most of his mandate, he kept dodging an appearance before a judge. Nonetheless, his legacy remains forever tainted by the crime, as well as by many others for which he had protected himself from justice.

Another member of Ariel Henry's new ministerial cabinet, Berto Dorcé, is raising eyebrows. First, for having changed his name, which was originally spelled Bertaud, after having had problems with the justice system, back in 1997. As a judge in a drug case in Aquin, in the south of Haiti, it is reported that a decision in favor of the accused was rendered, making him an agent of corruption. In addition, there's an arrest in his record. It seems that Berto, or Bertaud Dorcé's, criminal record has been swept under the rug, giving the de facto Prime Minister an excuse to appoint him to one of the most important ministries in the government, that of Justice and Public Safety.

It seems that Haiti, under the PHTK regime, is one of the few countries where leaders do not take into account the criminal record of those appointed to high state positions, particularly those in the executive branch. In this regard, attention should be drawn to the choice of Dr. Josué Pierre-Louis as Secretary General of the National Palace, replacing Lyonel Valbrun, who was fired. He is accused of sexual harassment, notably by a woman who was part of the team of the Provisional Electoral Council (CEP), when Mr. Pierre-Louis was the president of the institution. Even though this last accusation has been removed from his file, others continue to taint his reputation. But it doesn't really matter regarding personalities in power, or close to it, for the accused are never held accountable before the law. On the other hand, appointed ambassador to Belgium and the European Union, by Michel Martelly, in 2012, Pierre-Louis' credentials were never accepted. His diplomatic career was stymied by this transgression. But that doesn't bother the Prime Minister.

Those who criticize Ariel Henry's new cabinet do so for reasons other than those mentioned above. Yet, this doesn't prevent us from drawing attention to his association to personalities who fit the description of delinquents. On another front, a shadow hangs over the other members of this government who, like the de facto Prime Minister, don't feel any discomfort cohabiting with colleagues having such awful reputation. Clearly, for reasons related to the benefits to be gained from being in power, some people seem to care little about their reputation.

It is also appropriate to ask the question how did Dr. Henry ever managed to get so close to Michel Martelly, to the point of surrounding himself with supporters of the latter? Clearly, those who have become allies of the de facto Prime Minister indirectly are also associating themselves with delinquents. May they be aware that through their collaboration with this PHTK regime, they are working to facilitate the return to power of the self-styled "Legal Bandit" and the perpetuation of the *Bald-Headed* regime at the helm of the State.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti CR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3X7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Fréchette, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:03 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

ire général injoignable, même par téléphone, à écrire une lettre aux clubs pour leur dire (!!!), depuis octobre, il essaie d'organiser une réunion avec vous, mais je n'arrive pas, alors préparez-vous pour répondre à une convocation !!! Bientôt ! C'est ce croyable leur doit des clubs, personne n'a droit aucun à une explication, et ils n'ont à ce jour, pas été informés, voire ni l'adresse du siège. Il est vrai qu'ils n'ont de compte à rendre personne, puisque c'est la FIF qui a été les dénicher pour les imposer là en sachant le comité élu par la FIF elle-même ayant avalisé le choix des clubs souverainement. C'est vrai que la conjoncture nationale est très complexe, mais on en a connu autant que cela depuis le début de la décennie 1980, et des événements ayant abouti à la chute de Duvalier. Du Jamais vu depuis cette époque, depuis la fin de l'année 1984, avec la manifestation des écoliers des Gonaïves, le pays a toujours été en ébullition, mais on s'arrangeait pour trouver une formule pour meubler de compétitions la saison de football. C'est quand même, en 1984, que le Violette a été champion des Clubs champions de la Concacaf. Dans la fièvre, que l'on sait, les dirigeants des clubs et la FHF étaient en consultation permanente à un moment où pourtant il n'y avait pas le cellulaire, l'internet, voire la possibilité de se réunir à tout instant avec la technologie du Zoom, ou même par groupe WhatsApp. Les dirigeants de football trouvaient toujours une formule généralement, des fois des compétitions en deux phases par groupes régionaux, dans un premier temps, puis une phase finale, pour éviter les trop fréquents déplacements. Celle qui suivit les violences sanglantes de la Ruelle Vaillant, l'élection sous haute tension, en janvier, de Leslie Manigat, en janvier, puis les coups d'État contre le président Leslie Manigat (juin 1988) ou le contrecoup des petits soldats du général Prosper avril (septembre 1988/mars1990), en cette année-là, très sanglante, il fut disputé, d'abord, le Championnat des champions de ligue avec Tempête et Aigle Rouge comme finalistes et le lancement, tout de suite après, du premier vrai Championnat national dit de «*haut niveau* » à 16 clubs, que remporta le Fica et qui réunit, pour la première fois, une division dite de haut niveau, précurseur du Championnat national de D1 en pleine période du *rache monyòk*.

Et si l'on va plus loin, en mars 1990, avec les événements politiques qui capotèrent, le lendemain des jours gras, le président Prosper Avril, homme fort de l'Armée de l'époque, cela n'a pas empêché d'organiser la deuxième édition du Championnat haut niveau avec une belle finale qui vit le Fica s'imposer face au Racing, au Stade national, en août 1990, quelques mois après l'arrivée de la juge Ertha Pascale Trouillot au pouvoir et l'organisation « *Coq la chante* », en décembre 1990, on joua, malgré tout, en championnat avec une belle finale du haut niveau favorable au FIFA, donc on joua au football uniquement la Fédération était consciente que sa seule mission est de faire jouer le football.

On pourrait citer d'autres situations, comme la période ayant suivi le coup d'État contre le président Jean-Bertrand Aristide, très populaire, à l'époque, et pourtant malgré la période troublée qui a suivi avec des événements ayant emporté dans la tourmente le Comité de la FHF d'alors, présidée par Me Jean Claude Nord. N'empêche que l'-on a joué au football et c'est peu après qu'Haïti a joué en éliminatoire de la Coupe du monde de la FIFA contre Bermudes, en avril 1992.

En 35 ans post-Duvalier Haïti n'a jamais connu de paix véritable

Si on attendait un pays a environnement idéal pour développer le football, il y'a longtemps que ce sport serait disparu du pays. Ce sont les dirigeants qui se sont serrés la signature depuis, malgré un environnement délétère pour créer des clubs, les fortifier, former les joueurs pour faire monter le football haïtien avec leurs propres ressources.

Nous rappelons que même le régime unanimiste de Jean-Bertrand Aristide, en 1991, ne fut pas sans agitation avec les « *zenglendo* », le coup d'État du 30 septembre, à l'époque du début des « *zenglendo* » et la stratégie officieuse du « *zéro tolérance* » du chef du service antigang de l'époque ou du cri officiel « *Bayo sa yo merite* ». Les Tigresses jouèrent dans une ambiance électrisée la finale du deuxième Championnat national féminin, aux dépens de l'Anacaona, au Stade national, en août 1991. Mieux, le Stade Sylvio Cator, pendant quinze jours, était en ébullition accueillante, sous les yeux du président Aristide et du Premier ministre René Préval, présents presque chaque soir, au Stade la CONCACAF 91 dans un Stade Sylvio Cator en délire, du 16 au 29 avril 1991. Éliminatoire du premier Championnat du monde de football féminin avec des sélections de grand niveau USA, Canada, Mexique, L'équipe des États-Unis, avec les Mia Ham, Michèle Akers, pourtant pas aimée des foules, força l'admiration par la qualité de son football, que les fans qualifièrent de « *Tempête du désert* », du nom de l'opération que menait l'Armée américaine, à l'époque, en Irak.

En 1991, la vie avait été paralysée, après le coup d'État du 30 septembre contre Jean-Bertrand Aristide, et les militaires étaient furieux à chaque fois que l'on osait chuchoter le mot « *retour* », qui mettait en ébullition les ghettos à travers le pays, suscitant des répressions également violentes de l'Armée. En janvier 1992, on relançait le Championnat national avec toujours le même engouement populaire, si bien qu'en avril l'équipe nationale se fit piteusement éliminer, au Stade, en Coupe du monde 1994.

Le football a toujours fait l'unanimité dans le pays. Si pour une décision arbitrale des fans excités trouvent, des fois, prétexte à des débordements de violence, en revanche tous les acteurs politiques ont toujours pris les précautions pour mettre le football loin de leurs prétextes belliqueux. Certes, cette dernière décennie, il est vrai, assez rarement, une fois avec Fica, une autre fois avec Baltimore, et pas longtemps avec le Racing des Gonaïves, dont les véhicules ont été bloqués sur la Route nationale No. 1 par des bandits, mais l'issue a toujours été heureuse et sans drame aucun pour joueurs et officiels.

On remarquera que, depuis quelques années, les championnats d'été dits « *championnats de vacances* », se déroulent au cœur même des quartiers chauds populaires, devant des assistances surmultipliées avec arrosage d'alcool, compétitions souvent même parrainées ou sponsorisées par les « *chefs de facto* » des quartiers et ces compétitions deviennent des occasions d'allégresse et de réjouissances populaires à des heures indues, très tard la nuit, sans grand inconvénient avec la précaution d'éviter à tout prix tout écart qui pourrait remettre en cause la réputation de la zone.

Il y'a quelques mois, des responsables de la FHF avaient tenté d'expliquer la fermeture de l'Académie d'élite Camp Nous depuis 2020 et le renvoi des 500 à 600 jeunes garçons et filles tous venant de familles très pauvres, qui recevaient leur formation scolaire et de haut niveau de football par le fait de la présence des groupes armés dans la zone de Croix des Bouquets, ce que le « *chef* » de la zone, par une intervention publique, sur Radio Megastar, avait fermement démenti, estimant que son groupe encourageait les activités sportives. À preuve, le superbe championnat qui se poursuit depuis trois mois, encore à Ganthier, et puis la mission de dirigeants est d'être en réflexion perpétuelle pour trouver une solution qui n'est pas nouvelle. Rien n'empêchait, comme en février 2019, lors de l'inoubliable Haïti vs Cuba de Ligue des Nations. Dans une capitale sous la mitraille (à quelques mètres du Village de Dieu) une campagne de sensibilisation, comme la Fédération la faisait souvent pour intéresser les uns et les autres sur le respect absolu de l'activité sportive et du respect à l'endroit des sportifs et de leur sécurité.

Suite en page 13

Suite de la page 16

te que la crise sanitaire et l'insécurité ont handicapé le plan de la Fédération, qui comptait organiser des compétitions locales, régionales et nationales, afin de rendre les joueurs plus compétitifs. Il espère que des mesures drastiques soient prises pour que la vie puisse reprendre en Haïti, ce qui donnera la possibilité à la Fédération de se remettre au travail convenablement.

Entre temps, la deuxième édition de Mr Derek entame sa dernière ligne droite. La finale se jouera le jeudi 2 décembre, au Centre sportif Henfrasa. Le jeune Derek, pour lequel est organisé ce tournoi, est encore bien vivant selon son père, Stanley Joseph. Cette compétition, qui porte d'-ailleurs son nom, offre une opportunité énorme à des tennismen d'honorer sa mémoire, mais aussi d'envoyer un message de paix, de partage et de réjouissance à tous ceux qui croient et qui espèrent un changement total dans le pays, incluant une vision sportive durable.

R.S.

Suite de la page 16

ette escalade d'incertitudes, dont est l'objet notre sport-roi, ces derniers temps. Sa pratique est, jadis, mesurée et ils en payent les conséquences ! Pas de championnat national, depuis plus de cinq (5) mois déjà, de la saison en cours, et les footballeurs sont forcés d'être oisifs, devenus d, « *honnêtes mendiants* », et certains très probablement animés, sans le vouloir, de l'intention d'-emprunter la voie déshonorante qui soit, pour subsister.

D'un pays lock première version 2019, en passant par un interdit de Covid-19, en 2020, pour tomber dans cette atmosphère mêlée d'une insécurité chronique et de Covid-plus, qui perdure encore, les joueurs de football n'arrêtent pas d'en être victimes : Sans salaires, sans pratiquer ce qu'ils savent mieux faire, sans donner du plaisir à des mordus du ballon rond, qui n'ont que le jeu comme distraction… Jusqu'à quand, Monsieur l'État, vous vous mettrez à comprendre votre rôle d'accompagnateur de vos citoyens en temps de crise, au moins ? Il vous incombe la responsabilité de vous assurer de leur bien-être, voire leur subsistance ! Nous autres, dirigeants de football engagés dans la lutte contre la délinquance juvénile, nous n'avons pas cessé de jouer notre rôle d'encadreurs. Nous nous sommes battus, pour faciliter aux jeunes de notre pays, la pratique du football et d'en tirer profit ; leur donner l'opportunité d'exposer leurs talents a été et est encore une de nos préoccupations. Sans crainte d'être démentis, nous avons aidé à sauver des vies, malgré nos maigres moyens, les joueurs étant considérés comme nos propres enfants. À mes propres yeux, l'heure est grave !

Monsieur l'État, votre rôle régulateur ne saurait être nié ni par les tenants d'un quelconque ministère de Jeunesse et Sport, ni de par vous-mêmes. Car, là où une telle entité existe, dans bien de pays, eux autres savent à quoi s'atteler pour protéger leur jeunesse, l'aider à s'épanouir… Par rapport à cette insouciance constatée à votre niveau, permettez que je vous dise, que vous avez failli à votre mission et il y a lieu de rectifier. Ils ne m'ont pas demandé, ces joueurs de football et collègues dirigeants de clubs, de faire ce plaidoyer. Mais, face à la réalité criante, que nous vivons tous, je m'engage à leur servir de porte-parole pour, au moins, vous sensibiliser, Monsieur l'État, sur une situation qui n'a que trop duré : Des jeunes sportifs et footballeurs végétant dans la misère ! Ils ne demandent qu'à être compris et protégés, sachez-le ! De grâce, n'oubliez pas de penser à eux, pour une fois, surtout en ces temps de fêtes !

Pour finir, je ne manquerai pas de vous féliciter, Monsieur l'-État, pour votre générosité de toujours à l'égard de ceux qui, par la force des armes, vous obligent à coopérer pour votre laissez-passer ou votre reconnaissance.

Que ce cri parvienne à vos tympans !

JYB/Citoyen haïtien et Sportif engagé
21-11-21

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:03 AM Page 13

Sports

Suite de la page 12

s, le sport a toujours fait l'unanimité. Le dénouement heureux du kidnapping de la star bien aimée Jhonny Descollines, en 2020, en est la preuve que le football est au-dessus des clivages, sinon Haïti, un des 32 pays sur les 31 de la Caraïbe sur les 41 de la Concacaf, et même comme on peut le vérifier, dans les récents tirages au sort no. 4 de la Concacaf, en 2019, de là ne serait pas devenue de loin le numéro de la Concacaf des pays de football, ces dix dernières années, dans toutes les catégories, tant chez les filles que chez les garçons, malgré la situation politique chaotique du pays depuis 35 ans. Les dirigeants successifs élus à la FHF ont toujours pris la précaution, tout en maintenant de bonnes relations avec le secteur politique, d'éviter que les politiciens se servent du jeu « *servir et ne pas s'en servir* ». Comme ceci a été, dommage le cas, depuis l'existence du football, mettant ce sport en situation désagréable, à chaque changement de secteur politique à la tête de l'État.

De nos jours, les réunions se font par zoom ou autres. Au Nicaragua, au Honduras les responsables de football ont trouvé un consensus avec les groupes luttant pour le pouvoir et ainsi un couloir libre de passage est aménagé pour le déplacement, en vue des compétitions de football, qui se jouent, samedi et dimanche, durant toute la journée, pour contourner l'impact éventuel sur les compétitions des violences politiques. Réfléchir et imaginer des solutions pour ne pas interrompre les calendriers sportifs, c'est essentiellement l'une des rares missions de dirigeants compétents, passionnés et rassembleurs : un arrêt d'entraînement, même pour un temps, est un désastre pour la forme de l'athlète.

Selon ce qui a été dit, lors de l'Assemblée annuelle de la FHF, le 29 décembre 2019, estimant qu'après dix ans de travail, les jeunes de Camp Nous étaient suffisamment mûrs pour se fixer des objectifs plus élevés, à l'instar des pays africains, que la simple qualification à une phase finale de Coupe de monde et après des années de travail assidu avec des coaches haïtiens et d'éminents spécialistes étrangers, français, vénézuéliens, américains, cubains avait légitimement des objectifs plus élevés que la simple présence, au premier tour de la phase de groupe, à savoir d'aller à la Coupe du monde avec l'ambition de briller, même sans ressources supplémentaires, parce que nos jeunes étaient assez mûrs désormais pour tenir tête aux grands du football mondial en compétitions jeunes de la FIFA. '

L'équipe haïtienne présente à Saint Domingue, en 2020, et qui n'a pas été battue, voire qui a même tenu tête aux jeunes Mexicaines, avait la capacité de se qualifier dans un éventuel barrage contre Panama, en soulignant que leurs même adversaires mexicaines avaient disputé la finale de la Coupe du monde U17 organisée en Uruguay et surtout que ces mêmes individualités, à une ou deux exceptions (Mathurin Ruthnie, Danielle Monique Étienne, Abaina Louis, 20 ans déjà) seraient les deux seules absences de l'équipe U17, qui seraient de la Sélection U17 devant disputer la phase finale de la qualification, à la Coupe du monde U17, en avril 2020, à Puebla, Mexique. Plusieurs de ces filles devaient encore être U20, cette année, pour l'édition FIFA U20, à se jouer, cette année. Au niveau des filles U17, avec l'équipe qui avait cartonné, lors de ces matches, en U15, à Porto Rico, en août 2019, avec le coach Harold Edma, serait un adversaire très solide, en U17, aux Éliminatoires qui vont commencer : les Berthule, Sénat-Ti Melon, Walendgina Cyriaque, Lucas, Compère, Rebecca Joseph forment un groupe de talents exceptionnels, qui avaient démontré être très au-dessus d'une majorité de pays de la zone, une précocité impressionnante capable de survoler la campagne de qualification de la U17 féminine de la FIFA. Mais ces filles sont démobilisées depuis deux ans, au grand dam des coaches Edma et Socrate, qui ont continué avec brio un travail excellent commencé par le coach Wisline Dolcé. Et nul ne peut prévenir dans quel état elles se retrouvent, lors d'une éventuelle convocation. Voilà donc une équipe qui aurait fait un malheur en Coupe du monde 2022, dont les membres n'ont plus touché un ballon depuis mai/juin 2020, sans s'entraîner, mangeant très mal, abandonnées dans une atroce misère dans des ghettos sans soin sans aller à l'école, alors que la compétition est pour bientôt. Justement l'une des raisons ayant motivé la création du camp d'élite d'entraînement de Croix des Bouquets est, qu'il pleut qu'il tonne, à Croix des Bouquets, les jeunes à l'intérieur de l'espace, avec leurs coaches haïtiens et étrangers, oublient leur famille pour travailler dans le calme, plusieurs fois par jour. La motivation des groupes politiques de la zone permet, de temps à autre, aux convois d'eau et de nourriture à destination du Centre de traverser les nombreux barrages, à Tabarre, Croix des Bouquets, pour alimenter convenablement les jeunes et ainsi travailler en toute quiétude.

Chez les seniors féminines, qui doivent disputer les éliminatoires de la Coupe du monde Australie/Nouvelle Zélande 20-23, l'heure de vérité était arrivée avec presque six postes de qualification disponibles pour la Concacaf. Si l'on part du principe que les USA sont hors concours, même si on avait tenu tête à elles, au moins une mi-temps, à Houston, en janvier 20-20, puisque Haïti avait égalisé, en fin de première temps, par un but direct sur corner de Mathurin, avant de nous effondrer après la pause, mais entre nos deux sélections, il y avait presque dix ans de moyenne d'âge de différence, par rapport aux Américaines. Et puis la démonstration étincelante, face à Panama (battue 6-0) avec en plus de la manière montre l'étendue des énormes possibilités de nos filles avec une moyennes d'âge de 20/22 ans. Mais, depuis lors, toutes les équipes de la région multiplient les rencontres de rodage, alors qu'Haïti, sans raison, a rejeté ses stars, dont plusieurs ont été priées de laisser le Centre et ne sont plus dans le football. Ainsi les quatre gardiennes les plus expérimentées (la petite merveille Kerly Théus, la géante Jonie Gabriel, la Gonaïvienne Edgenie Joseph, et la Liancourtoise Naphtalie Cléméus sont aux USA et leur statut légal fait qu'on ne peut pas compter sur elles, surtout qu'elles ne s'entraînent plus au haut niveau, depuis bientôt deux ans. Des autres filles alors la toute première capitaine du Centre et solide arrière centrale Soveline Beaubrun, elle aussi, est aux States. De même que les deux défenseuses centrales, qui avaient constitué la paire solide, lors de la Coupe du monde France 2018, Emmeline Charles/ Naphtalie Northe, sont quelque part, aux États-Unis, sans contact avec le ballon. Les trois brillantes gauchères, Rachelle Carémus (18 ans, la perle), l'artiste Abaina Louis (20 ans), un moment convoitée par plusieurs clubs, et la solide Neïka Surpris luttent pour trouver et survivre, cherchant à surmonter leur désillusion de carrière brillante, de mille et une promesses, de maison en cadeau, de fonds pour étudier promis par le pays, qui leur ont été faites, traînant leur mal à surmonter leur déception, cherchant leur voie et le droit de vivre, elles à qui le professionnalisme ouvrait les bras. De même, les solides arrières latérales Taïna Gervais, Rosiane Jean, Beurnangie Adrien sont aux States, loin du football de haut niveau, elles dont les chefs du tsunami contre le football haïtien disent avoir été suppliés par téléphone par des parents en détresse pour venir à leur secours.

De même chez les garçons, les jeunes U17, si brillants contre la France, la Corée du Sud et le Chili, lors du Mundial U17, au Brésil, malgré une préparation bâclée pour une telle compétition, faute des fonds promis jamais débloqués, eux qui ont fait deux tournées en Europe et qui avaient préparé pour devenir la base d'une Sélection nationale, d'ici quelques mois, ayant disputé la Coupe du monde de la FIFA, au Brésil, en octobre 2019, et qui, cette année donc, étaient prêts à faire un malheur aux Éliminatoires U20, eux aussi ont été renvoyés du Centre depuis 2020. Plusieurs se trouvant à Miami, au lieu d'être à Milan (qui souhaitait en accueillir quatre), à Strasbourg ou d'autres clubs, que l'ex-international Réginald Goreux avait tout fait pour placer dans de grands clubs européens, tous chassés et éparpillés, sans papiers, ailleurs. Jusqu'à présent, Haïti n'a donc ni Sélection U17, ni Sélection U20 ni même Sélection U23 pour ses Éliminatoires qui commencent sous peu.

L'objectif était chez les seniors garçons d'aller au Qatar, en 2022 et de se positionner pour la Coupe suivante 2026 devant se dérouler aux USA, Canada Mexique, et pour laquelle Haïti n'a pas le droit de ne pas se qualifier.

Les footballeurs haïtiens dans la misère et sans secours

Les conséquences de cet état de fait sont extrêmement graves. S'il fut un temps le football n'était pas l'activité principale des

Suite en page 14

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:03 AM Page 14

Sports

Suite de la page 13

es joueurs de ce sport (*epòk le klib te bay jwè travay...*), de nos jours, les joueurs de D1, de D2 et même de D3 s'entraînent généralement en matinée, laissant très tôt son ghetto pour travailler toute la matinée à l'entraînement pour terminer peu avant la mi-journée.

À moins d'un cours, l'après-midi, ces joueurs n'ont pas de temps pour travailler régulièrement et faire autre chose que le football. Donc, ils vivent essentiellement de son activité de football : frais quotidiens d'entraînement, frais de match de week-end plus substantiels lorsque le club est en déplacement; primes de victoire en match et puis le salaire mensuel. Ces quatre entrées sont seulement dans le cas d'un club dont les dirigeants « *gen mwayen* » et aussi quand l'équipe fait des résultats avec peut- être les petits cadeaux des fanatiques en liesse, lors des victoires euphoriques. Dans ces conditions et à en croire les informations depuis des mois, seul le Violette a maintenu ses activités et engagements vis-à-vis des joueurs. Dans les autres cas, les dirigeants sont désarmés lorsqu'ils sont sollicités par leurs joueurs licenciés en grande souffrance. C'est donc priver du droit au travail que d'ignorer la souffrance des joueurs de football, ceci est valable pour n'importe quel bon joueur ou joueuse. La majorité des licenciés de football venant des couches les plus pauvres de la société, et le football a connu un énorme développement.

En tout cas, depuis deux décennies, le football n'a cessé de gagner de nouveaux terrains. D'un championnat de D1 à huit (8) clubs, en 1987-1988, et un tournoi annuel de sélections de ligue de province, de 1975 à 1985, baptisé « *championnat interrégional* » le football a connu, ces trente dernières années, une explosion. Durant cette période, malgré la détérioration des conditions de vie de la population, le sport-roi a connu une croissance géométrique, avec une multiplication du nombre de clubs affiliés officiellement à la Fédération. Désormais, les villes, les quartiers, des sections communales, à travers le pays, ont implanté et organisé leur club de football, mettant à profit la mise en place des coordinations régionales et les CTR, la FHF, les conseillers techniques régionaux, qui maintiennent une activité de mobilisation et de sensibilisation, donc un développement extraordinaire, grâce aux dévouements sans bornes d'animateurs, d'autorités locales de plus en plus conscients que le leadership recherché sera mieux atteint en travaillant à développer les activités culturelles, sportives et éducatives.

Lors de son dernier congrès, pour accentuer le processus de centralisation et l'institutionnalisation de la décentralisation, le football a décidé que les membres dirigeants de la FHF devaient être originaires de chacun des neuf (9) départements géographiques du pays, afin d'avoir une fédération vraiment nationale. Plus question donc de quelques barons qui, de Port-au-Prince dirigent le football de leur bureau, à la capitale, ce qui a fait peur aux traditionnels barons du football rêvant de revenir aux structures d'antan, l'époque était prise en otage par les barons politiques du passé.

Il est vrai que, bien avant 1986 et ses événements politiques, un groupe de dirigeants se sont investis à fonds pour arracher cette décentralisation et cette démocratisation, afin de mettre à l'écart cette discrimination entre football de la capitale et football de province. Seules des entités de la capitale pouvaient prétendre disputer chaque année, toujours les huit mêmes clubs, le championnat d'élite du pays. Les autres, du reste du pays, étant relégués au dernier plan, pour arriver en équipe nationale, il fallait laisser son club de province et jouer dans un club de Port-au-Prince. Dans les congrès, les clubs de la capitale, avaient droit à une voie, alors que les clubs de chacune des villes devait se regrouper et voir attribuer à l'ensemble une seule voix...Un dirigeant de la province ne pouvait aspirer à diriger le football. La philosophie de ce pays, basée sur l'égalité et la fraternité, étaient donc foulée aux pieds.

Mais, du jour au lendemain, après un combat épique, le 4 novembre 1988, au Congrès annuel de la FHF, à la presqu'île des Zicaques, aux Cayes (dans le sud du pays) on a voté de nouveaux textes de règlements, qui donnaient le même privilège et droits aux clubs affiliés, qu'ils soient de la capitale ou de n'importe quel endroit du pays, avaient les mêmes droits. Ces conquêtes justes se renforcèrent avec la victoire successive, aux élections, de Me Jean Claude Nord, en 1990, du Dr Fritz Guillaume, en 1993, du Dr Kiss Jean Mary, en 1995. Soulignons que chacun de ces bénévoles ne purent aller, aux termes de leurs mandats, pour avancer jusqu'au bout la politique de décentralisation, d'égalité, de justice et de droits entre les clubs membres affiliés à chaque fois capités et obligés de se retirer, incapables de résister aux manœuvres politiciennes, des violences mêmes que les rétrogrades politiciens ayant un agenda différent de ceux-là qui disent que le football est pour tout le pays.

En 2000, revenant à la charge et assuré de la détermination de l'immense majorité de la famille du football progressiste, un comité prit les rênes du football, et fort des expériences passées et malgré des embûches des hommes politiques et autorités, malgré les persécutions, l'hostilité, souvent flagrante des autorités, le football a commencé son ascension. La première démarche, sachant combien les Haïtiens sont sensibles vis-à-vis de l'honneur national, ce fut parallèlement à l'institutionnalisation des championnats nationaux suivant en cela le modèle Sud-Américain Ouverture/Clôture, il fut procédé, avec un investissement massif du président Aristide, pour la venue d'une quinzaine de coaches sud-américains, en majorité des Argentins de haut niveau, entre autres Hugo Castelli, Claudio Fream, près de 7 clubs de la D1 étaient dirigés par Argentins. Le changement fut immédiat, car tout s'était modernisé : discipline à l'entraînement, méthode et programme de travail... les équipes nationales furent toutes emmenées, plusieurs fois et pour de longues périodes, à l'entraînement en Argentine, mais aussi en France. Dès sa première Gold Cup, Castelli, avec une équipe nationale qu'il avait rebâtie suivant sa philosophie de rigueur et super top de la condition physique, étonna la Concacaf en emmenant Haïti remporter, en Gold Cup, une victoire historique sur l'Équateur fraîchement qualifiée pour le Mondial 2002. Castelli, souffrant du mal du pays, dommage ne resta pas longtemps, en Haïti, mais ses assistants resteront dix ans au pays. Succédant au règne argentin, on eut un intermède cubain avec Armelio Garcia, en 2007/2008, mais qui se laissa prendre par le tourbillon d'intrigues des politiciens du football et s'en alla prématurément.

Après arrivèrent des Colombiens, qui bâtirent une belle formation à la Gold Cup 2009. Celle-ci joua un brillant match contre les États- Unis (2-2) avant d'échouer face au Méxique en quart de finale. On passa au règne brésilien avec Edson Tavares, qui fit un brillant début face au Qatar, en novembre 2010. Son équipe alla battre, 1-0m à Doha. L'effort de monter plus haut dans la hiérarchie mondiale en profitant alors d'une grande sympathie pour Haïti, après le séisme de janvier 2010, pour se doter d'installations modernes, avec la construction moderne, l'unique dans la Caraïbe dotée d'une pelouse Grade avec délimitant, 5 terrains de jeu Grade À, d'un éclairage moderne avec génératrice, des vestiaires de plusieurs chambres, deux salles de soins médicaux dotées d'appareils sophistiqués de soins, une salle de musculation, une pelouse super grade. En plus, le complexe dispose de salles de classes d'une école primaire et secondaire, de plusieurs dortoirs géants dotés de tout le confort. L'ensemble du centre est doté de panneaux solaires facilitant le fonctionnement du centre en tout temps, celui-ci servant d'hébergement pour les équipes de province, de passage à la capitale et servant de lieu de stage pour les équipes du pays devant disputer de tournois internationaux. Parallèlement, un éclairage moderne fut installé au Stade Sylvio Cator. De même qu'une pelouse dernière génération. Avec des tels outils, Haïti avait les moyens et a développé fort justement l'ambition de commencer son ascension vers des sommets internationaux.

Une nouvelle stratégie développée fut de renforcer l'équipe nationale en attirant des talents éclos dans la diaspora et restant très attachés à leur pays. Cette dernière décennie, des jeunes formés dans le haut niveau, soit des USA, soit du Canada, et aussi, en majorité, de France, ont intégré les équipes nationales de toutes catégories. Alors ce fut l'envolée vers les sommets. Et mieux, en plus des équipes nationales de jeunes, qui se mirent à rafler tout dans la Caraïbe, dans toutes les catégories de jeunes, l'envol fut manifeste pour l'équipe nationale qui, des 2013, se mesura à des géants : Espagne, Colombie, Italie, Pérou, Argentine, Bolivie, Équateur, Venezuela, Uruguay, même le Brésil ... Nous avons construit une solide image en Asie, avec de très bons sparring- partners.

Sur la lancée, la qualification pour Copa America du centenaire 2016, jusqu'à l'apothéose de la Gold Cup 2019 Haïti était dans les nuages. Ainsi, ces dernières années, les équipes de jeunes ne voyagent plus pour des éliminatoires dans la Caraïbe, étant parmi les quatre têtes de série sur les 42 nations de La Concacaf.

Puis, brusquement, suite au tsunami de mai 2020, tout a dégringolé : championnats stoppés, Académie Camp Nous Démobilisée, les multiples académies régionales fermées dans toutes les villes de province, les jeunes garçons et filles des équipes nationales U13, U14, U17, U20. Toutes renvoyées, et depuis, ces jeunes évadés dans la nature abandonnés dans les ghettos, sans pouvoir aller à l'école et se préparer en permanence.

Entre temps, sur le plan national, le pays est passé de huit clubs, en championnat nationale, à une D1 à 18/20 équipes avec des clubs basés dans des zones qui, autrefois, n'étaient sur les tablettes comme Saint Louis du Nord, Liancourt, Ouanaminthe. Lla D2 est passée d'un groupe unique de 16 pour en arriver à quatre groupes régionaux de 14 clubs et une D3 géographique de plus d'une centaine de clubs. Bien une politique de développement, en filles comme en garçons, qui a vu la mise en fonctionnement, en 2017, d'une centaine d'académies régionales recevant en formation d'élite une centaine de garçons et autant de filles qui sortant le football de la formation empirique, sauvage par une prise en charge rationnelle, avec des éducateurs formés et assurant au football haïtien, désormais des jeunes scientifiquement formés pour le haut niveau.

Mais, dommage, en moins de deux années, toute cette belle et scientifique architecture a été démantelée, toutes les académies désormais abandonnées, les jeunes oubliés, les coaches abandonnés au chômage. Ces académies étaient pleinement fonctionnelles, à Jérémie, Dame-Marie, Camp-Perrin, Port-salut, Cayes, Aquin , Vieux-Bourg d'Aquin, Fonds des Nègres, Miragoâne, Petite Riviere de Nippes, Deuxième Plaine, Petit Goâve, Grand Goâve, Leogâne, Gressier, Carrefour, Stade Sylvio Cator, Bel-Air, Solino, Dadadou, Pernier, Cité Soleil, La Couronne, Tabarre, Damiens, Dadadou, Croix des Bouquets, Mirebalais, Lascahobas, Hinche, Pilate, Cap-Haïtien, Trou du Nord, Limbé, Ouanaminthe, Fort Liberté, Verettes, Marchand-Dessalines, Borel, Saint-Marc, Petite Rivières de l'Artibonite, Liancourt, Gros-Morne, Port-de-Paix, Saint-Louis du Nord implantation encore à ses débuts et dont le nombre était prévu pour atteindre environ 200 académies. Le programme prévoyait une assistance scolaire, un support nutritionnel. Mieux pour assurer leur progression, plusieurs compétitions réunissant les académies régionales, tout cela conclu avec une compétition finale nationale. Ces académies devaient avoir un contact serré avec les écoles de football éparpillées dans tout le pays pour avoir un œil sur les tous meilleurs dans les régions. Voilà un programme révolutionnaire qui visait plusieurs objectifs, dont la lutte contre l'exclusion, favoriser l'intégration des jeunes par le football et surtout utiliser le ce sport pour combattre la pauvreté et la misère dans tout le pays.

Bien que l'État, selon ce qui se dit, n'ait jamais tenu ses engagements de payer les éducateurs et d'assurer un soutien nutritionnel aux jeunes, le programme avait connu un fonctionnement prometteur. Mais, brusquement, tsunami, qui frappa le football, tua ce printemps et l'espoir qui se levaient. C'est le plus gros crime parmi tous ceux subis fait au football haïtien, d'autant que les dirigeants ne peuvent invoquer l'insécurité, voire la COVID, ces phénomènes n'ayant peu d'impact sur la vie en province.

La première conséquence de la fermeture de l'Académie Camp Nous est précisément ce qui faisait la force des équipes nationales de jeunes : elles étaient au travail et à l'entraînement tous les jours de l'année. Tout cela, dans l'objectif de compenser nos grosses carences par une plus grande charge de travail, à très long terme, d'autant que c'est le seul pays qui accomplit un travail permanent, en profondeur et scientifique, au niveau des filles. Le responsable technique, estimant qu'il nous faut travailler dans l'humilité et à fonds, pour compenser le faible développèrent de l'activité physique chez les femmes, en Haïti, et cela porte fruit, puisque à ce jour presque 20 filles depuis 10 ans ont signé dans de grands pays, un nombre qui aurait dû atteindre trois fois plus, n'était-ce les difficultés créées par la pandémie COVID-19 depuis deux ans et les restrictions de visa et de voyage en Europe, le projet expliquait une fois Wilner Étienne, le DTN, est que Haïti ayant de grosses lacunes de développements, a dû être inventif pour créer son propre succès.

J.B.

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:03 AM Page 15

LA CARENCE D'ESSENCE TOUJOURS OBSERVÉE DANS LES POMPES

Les autorités ne rassurent pas les consommateurs

En effet, relayant les préoccupations de l'ANADIPP, une station de la capitale a posé la question de savoir pourquoi le gouvernement n'a pu, jusqu'ici, prendre des mesures pour assurer la stabilité de la distribution de ces produits ? Dans la mesures où les camions transporteurs de produits pétroliers font le déplacement pour s'approvisionner, où sont passés les produits qui ont été chargés, aux fins de distribution aux pompes ?

Cette situation préoccupe au plus haut point les responsables de l'ANADIPP voulant esquiver toute responsabilité dans la distribution incertaine, à laquelle se trouve confronté le public, devenu de plus en plus méfiant à l'égard des autorités.

Les automobilistes se plaignent de ne pouvoir faire le plein, aux différentes stations qu'ils ont visitées, celles-ci, pour éviter de faire face à des ruptures de stock, limitent la quantité que chaque client peut acheter. Pas plus de cinq gallons, dans la plupart des cas. Si les motos se contentent d'-acheter un gallon, ou moins, car la capacité de leur réservoir ne dépassant cette quantité, pour la plupart, la réalité est toute autre pour les véhicules privés, qui ne peuvent acheter pas plus de cinq gallons, les obligeant à faire le tour des stations-services ayant le carburant disponible, pour tenter de faire le plein.

Une nouvelle réalité s'installe

À l'heure de la carence permanente de produits pétroliers, s'est installée une nouvelle pratique, dans les mœurs des Port-au-Prince : l'existence d'éclaireurs repérant les stations-service en mode de distribution, en vue d'informer les automobilistes, une stratégie qui

L'ex-sénateur Youri Latortue, parti en guerre contre le nouveau gouvernement et l'augmenation du prix du carburant..

évite aux propriétaires de véhicules de longs déplacements et les longues lignes, aux abords des pompes, les obligeant à consommer l'insuffisante quantité trouvée à la recherche d'installations publiques pour assurer le plein éventuel.

La carence de carburant constatée à la capitale est encore plus sévère dans les provinces, obligeant véhicules privés, publics et camionneurs à limiter les déplacements inutiles, ou peu sûrs. Autrement dit, seuls les déplacements au travail, ou bien en urgence, soient, visites à l'hôpital ou au cabinet médical obligent à sortir. Sinon l'impératif de rester à domicile.

Dans de telles conditions, le transport de denrées agricoles, de la campagne vers la ville, ou des régions d'approvisionnement en produits alimentaires à la capitale sont les seuls envisagés, en guise de conservation de carburant. Point n'est besoin de dire que les prix de ces produits ont doublé, ou même triplé, dans bien des cas.

Laissant les consommateurs à se colleter avec la carence d'essence, qui prend de plus en plus une allure permanente, le Premier ministre de facto agite le spectre de l'augmentation du coût de la gazoline à la pompe. Cette situation, dit-il, se justifie par le fait que le gouvernement ne peut plus continuer à encaisser ce manque à gagner portant sur des dizaines de millions. Il dit que ces dépenses imposent un budget déficitaire au gouvernement, qui ne peut plus être maintenu.

Trouvez l'argent ailleurs, dit Youri Latortue

L'ex-sénateur Youri Latortue, coordonnateur du parti politique

Allié d'Ariel Henry, Nènèl Cassy opte-t-il pour la hausse du prix de l'essence.

Ayiti Ann Aksyon (AAA), est monté au créneau contre une telle proposition, déclarant que le Premier ministre de facto devrait aller chercher l'argent ailleurs. Pas question, dit-il, d'enfoncer les déficits, qu'aura occasionné l'augmentation du prix du carburant à la pompe, dans la gorge de la ménagère. Aussi invite-t-il M. Henry à aller trouver l'argent dont il a besoin, pour combler le déficit, dans les « *dépenses futiles de l'État* ».

S'adressant à ses camarades de l'opposition, particulièrement l'équipe du Secteur démocratique et populaire, formée de l'avocat André Michel, l'ex-sénateur Nènèl Cassy et l'ex-ministre de la Condition féminine, Marjorie Michel, qu'il accuse de rallier le « *régime PHTK 3* », cautionnant le nouveau gouvernement qu'a formé Ariel Henry, M. Latortue affirme qu'ils n'ont pas observé les sujets de nos discussions. Aussi les a-t-il invités à se rappeler bien : « *les sujets que nous avons discutées auparavant* », dans le cadre de nos négociations.

En effet, a soutenu l'ancien parlementaire : « *Il était question de revenir avec seulement 12 ministères, afin d'amortir le déficit budgétaire et garder la subvention des carburants* », leur rappelant que « *les ONG's ont bénéficier d'une exemption de 20 milliards de gourdes en 2020* ».

Il critique sévèrement le gouvernement composé de 18 ministres, en sus des nombreux secrétaires d'État en attente de leur nomination. Voilà, dit-il, qui met l'économie du pays à mal et expose le peuple à un gros déficit familial qui n'est pas difficile à corriger avec la décision de « *dégraisser* » l'administration publique.

FO:

YO TE FÈ VAKSEN
YO TWÒ VIT.

VRÈ:

Syantifik yo te kapab devlope vaksen kont COVID-19 yo rapidman gras ak resous yo ak kolaborasyon. Gras ak yon efò kolektif global, plizyè milyon lavi te sove.

VAKSEN KONT COVID-19 YO SOVE LAVI.
PRAN VAKSEN.

POU PLIS ENFÒMASYON, VIZITE NYC.GOV/COVIDVACCINE.

NYC VACCINE FOR ALL:
SAFE, FREE, EASY

Bill de Blasio
Majistra

Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manm Komisyon

Journal 1 - 8 décembre 2021.qxp_HO 12/1/21 4:03 AM Page 16

Sports

Le football haïtien au fond du gouffre

Par Jacques Brave

La Fédération haïtienne de football (FHF) est en train d'établir une performance, qui sera très difficile à battre, ou égaler de sitôt, un long temps record de totales inactivités. Jamais vu depuis 117 ans qu'existe officiellement la Fédération et le football en Haïti, une année complète en blanc, sans même une réunion avec les clubs. Encore plus, on peut remonter l'inactivité à 2020 où, à part la D1, qui a joué une partie de ses matches, la Fédération n'a donné aucun signe de vie à ses membres, même pas une note de presse, une réunion de travail, pas même une seule rencontre de ses nombreuses commissions centrales. Depuis le début des activités sportives, dans l'histoire, au début du siècle précédent, précisément en 1904, c'est donc désormais le record... absolu, une année complète sans compétition, ou même un mini-tournoi.

En effet, le bruit court que le bureau central a été déplacé, de la Croix des Bouquet ou/et du Stade, pour une résidence privée. Les clubs, à ce jour, n'ont pas été avisés, alors qu'une telle démarche est de la compétence du Congrès, qui, scandale suprême, s'est réuni depuis le 29 décembre 1919; le Congrès, qui reçoit et approuve le rapport financier, ne sait rien de l'Association, vote le budget qui est l'autorité suprême du football, l'Assemblée souveraine des clubs. Comment, d'ailleurs, dans un contexte de souffrance insupportable pour les joueurs, qui n'ont rien reçu depuis deux ans, ou les joueuses, en Europe, n'ont jamais reçu aucune assistance, étant même oubliées, alors qu'elles souffrent que des joueuses et joueurs ayant qualifié Haïti pour une coupe du monde (France 2018 filles et garçons Brésil- 2019) risquent de ne pas profiter de la chance inouïe de pallier à leur situation d'illégalité en appliquant pour le TPS, aux États-Unis, faute du coût de demande d'admission, ce qui aurait pu leur permettre d'être légales et de pouvoir, au moins, trouver un club et continuer à jouer aux États-Unis. Les arbitres non plus ne reçoivent rien des subventions d'entraînement qu'on leur doit; comment tous les coaches et managers n'ont rien reçu de leur modeste salaire, comment les professeurs de l'école primaire et de l'école secondaire de Camp Nous pour assurer les cours aux enfants pauvres n'ont pas été payés, pourquoi avoir renvoyé tous les professeurs, tous les techniciens qui travaillaient à la COCHAFOP sans se faire payer, comment donc, sans sensibilité aucune pour la misère de ses dévoués serviteurs de football peut-on engager de nouveaux fonds pour louer une maison, rien que pour obéir aux pressions d'un des membres qui a forcé l'administration à payer, au prix fort, un loyer à côté de sa résidence pour être confortable, ce qui est révoltant, car depuis 1912 la FHF ne paie pas de loyers et est installé dans ses bureaux, soit au Stade, qui est sa propriété, soit à Croix des bouquets, construit au Centre FIF Goal, il y'a à peine quelques années et qui n'a jamais été l'objet de menace quelconque. Et puis, quelle indécence que quelques dirigeants inutiles se paient des milliers de dollars chaque mois dans ce football où les dirigeants ne savent pas à quel saint se vouer, face à la détresse des joueurs . Quel travail ont-ils accompli pour être si chèrement payés, quand un footballeur ne peut même pas manger ?

Encore scandaleux, du jamais vu en administration, un secrétai-

Suite en page 12

EN MÉMOIRE DE DEREK, UN PASSIONNÉ DE LA RAQUETTE

Le tennis à l'honneur au Centre sportif Henfrasa

Par Ricot Saintil

Le tennis haïtien se porte plus ou moins bien, c'est en ces termes que le président de la fédération haïtienne de tennis, Franck Alain Bauduy, nous a décrit la situation du tennis dans le pays. Apparemment sans faire de bruit, certaines fédérations travaillent à l'avancement et au développement de leur discipline. Tel est le cas de la Fédération haïtienne de tennis (FHT), qui compte plusieurs clubs affiliés dans presque tout le pays assumant la pratique de la petite balle verte. Au centre sportif Henfrasa se tient actuellement un tournoi de tennis réunissant des joueurs de plusieurs clubs de la capitale, qui s'affrontent entre eux pour saluer la mémoire de Derek Yaël Joseph, décédé dès son plus jeune âge, fils de Johanny Stanley Joseph, qui veut immortaliser l'image de son fils, passionné de sport, et surtout du tennis.

C'est la deuxième édition du tournoi baptisé Mr Derek Open. Tenue à Tecina Tennis Club, l'année dernière, la première édition a été une réussite totale. L'engouement des joueurs de tennis à échanger les balles vertes avec leurs raquettes est énorme. Tout comme l'année dernière, ou ils se sont précipités à s'inscrire pour prendre part à la première édition, ils ont manifesté avec plus détermination cette année, leur envie de se retrouver sur le court de tennis de l'Henfrasa, qui plus de 30 ans après, a été réaménagé, et reçoit la deuxième édition du tournoi « *Mr Derek Open*», débuté le vendredi 26 novembre, et prendra fin le 2 décembre, jour de la date de naissance de Derek.

32 joueurs sont au programme pour ce tournoi. Tout a commencé le 26 novembre avec des matchs comptant pour le premier tour (32e de finale). Chaque victoire qualifie le gagnant pour un nouveau défi. Ceux qui parviennent à se qualifier pour la finale recevront des primes. Le champion empochera la modique somme de cinquante mille gourdes (50 000 HT) et un téléphone intelligent (smartphone). Le deuxième recevra une enveloppe de vingt-cinq mille gourdes (25 000 HT) et deux jours de location de « *Mr Derek Taxis Service* ». Certains joueurs se distinguent déjà pendant les premiers jours. Pierre Enel fait figure de favori. C'est un joueur de tennis qui, non seulement utilise sa puissance pour frapper la balle, mais aux sa technique. Il monte au filet pour jouer des volées, son service est puissant, son coup droit dévastateur. Tout laisse croire qu'il sera, cette année, le successeur de James Delphin, vainqueur de la première édition. Walton Louis et Junior Bazanne peuvent, eux aussi, remporter la deuxième édition de ce tournoi.

Pour le président de la Fédération haïtienne de tennis (FHT), cette joute est l'occasion pour les jeunes de s'améliorer et de prendre du plaisir. Il reconnaît que ce n'est pas une véritable compétition où les enjeux sont de taille. M. Bauduy souhaite, plus que tout autre chose, que les autorités du pays travaillent pour mettre fin à l'insécurité. « *Plusieurs jeunes dans différents clubs du pays (Cayes, Cap-Haitien, Jacmel, etc.) s'entraînent durant toute l'année, mais ne peuvent pas s'affronter entre eux, en raison de l'insécurité* », a-t-il précisé. Pour le reste, il a fait savoir que la Fédération qu'il dirige dispose de cadres techniques pour assurer la formation et le développement du tennis dans le pays.

Il est plus qu'évident que le tennis haïtien, depuis plusieurs années, traverse une période difficile. Les problèmes entourant la pratique de ce sport, en Haïti, sont multiples. Les différentes infrastructures sont privées, d'autres, dans un piteux état. Le tennis haïtien, avec Ronald Agénor, a marqué les esprits dans les années 80, 90, également avec Bertrand Madsen. Mais depuis plusieurs années, c'est une descente aux enfers. Joseph Étienne Junior, qui a précédé, le président actuel, Franck Alain Bauduy, a quand même fait de son mieux pour redonner vie à cette discipline sportive. Sous son administration, Haïti a participé à des tournois internationaux et a ramené pas mal de médailles. Le président Bauduy, élu en 2020, regret-

Suite en page 12

Lettre ouverte à l'État haïtien

PLAIDOYER POUR LES SPORTIFS HAÏTIENS

Monsieur l'État,

Je vous écris aujourd'hui, parce que mon « *ras le bol* » est à son comble et ne peut plus contenir ; je vous écris aujourd'hui, parce que j'en ai assez tout vu, constaté et même outre digéré votre sarcasme, espèce d'indifférence que vous offrez chaque jour à vos filles et fils légitimes. Mon plaidoyer est d'autant plus juste que ma bonne conscience n'est plus en paix, face aux gémissements de ces compatriotes, footballeurs haïtiens pour la plupart.

Monsieur l'État, quelle est donc votre responsabilité envers vos concitoyens, lorsque ces derniers n'ont plus les cordes à tenir pour remonter d'un abime aussi profond, agonisant jusqu'au dernier souffle ? Ne me répondez pas tout de suite ! Car votre attitude méprisable et assez expressive vous condamne déjà et vous a placé au rang de père qui maltraite sa progéniture, jusqu'à l'étouffer. Retenez-le bien : « *Un pays qui méprise sa jeunesse est condamné à disparaitre tôt ou tard* », parce que cette dernière symbolise la force, l'avenir…, dit-on toujours sur le toit des grands rendez-vous où le mot «*jeunesse* » est au centre du débat. Les sportifs haïtiens, en particulier les footballeurs, font partie de cette jeunesse haïtienne marginalisée, exploitée, humiliée d'un État irresponsable, insensible et insouciante ; bref, un Etat cruel et exploiteur !

Il est vrai que les athlètes footballeurs font, certes, partie de la famille planétaire du football, qui est une famille adoptive ; mais vous, monsieur l'État, vous en êtes les parents légitimes. En tant que tel, point n'est besoin de vous dérober à vos devoirs et responsabilités lorsque les parents adoptifs feignent de manquer aux leurs. Mais oui, vous êtes bien au courant que depuis tantôt trois (3) ans, sans contestation aucune, les années antérieures furent prometteuses, que le football n'a pu se jouer sur toute une saison ; que ceux qui se disent footballeurs dans ce pays traversent des moments difficiles et ne savent à quel saint se vouer, face à cette

Suite en page 12